

RIVAROL

N°3504

“Quand les peuples cessent d’estimer, ils cessent d’obéir”

2/2/2022

HEBDOMADAIRE DE L’OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE

Macron utilise la Mémoire pour se succéder à lui-même !

COMMENT savoir si nous sommes en période électorale ? C’est très facile, il suffit de constater les sollicitations dont sont — ou non — l’objet les associations de Pieds-Noirs. Pour complaire aux Algériens et se marquer à gauche, Macron avait dénoncé, lors de la campagne présidentielle de 2017, la colonisation française, « crime contre l’humanité », puis le supposé “massacre” d’Algériens à Paris, « crime inexcusable », soixante ans plus tôt, puis reconnu les “crimes” commis par l’armée française, à l’encontre de Maurice Audin et d’Ali Boumendjel, en oubliant bien sûr les abominables exactions du FLN. Et voici que le quasi-candidat vient de s’autoriser, avec un culot et un cynisme dont il a le secret, lors d’une rencontre à l’Élysée ce 26 janvier, à commettre « une parole de reconnaissance » à l’adresse des Pieds-Noirs. Revenant des associations de rapatriés français, le président de la République a enfin reconnu le “massacre” de “dizaines” de manifestants français, opposés à l’abandon de l’Algérie française, par des militaires, le 26 mars 1962 à Alger.

Cet épisode tragique, la « fusillade de la rue d’Isly », qui n’avait jamais été reconnu par la France, est « impardonnable pour la République », a déclaré le chef de l’Etat. Dans son vagabondage mémoriel, il a également exhorté à reconnaître et à « regarder en face » le « massacre du 5 juillet 1962 » à Oran, qui toucha « des centaines d’Européens, essentiellement des Français ». Macron a annoncé vouloir « reconnaître la singularité de chacune d’entre elles, harkis, rapatriés, appelés, militaires, politiques, etc., pour construire une mémoire apaisée, partagée. » On ignore si parmi ces “singularités” figurent Robert Brasillach et ceux qui furent massacrés à la Libération, et si le colonel Bastien-Thiry sera de ces « porteurs de douleurs que l’on n’a pas reconnus ». Mais ne rêvons pas... En attendant, campagne électorale oblige, Eric Zemmour a, lui aussi, rencontré les Pieds-Noirs. Son commentaire sur Twitter est le suivant : « Rencontre passionnante et émouvante avec l’association Jeune Pied-Noir. Face à Emmanuel Macron qui considère la colonisation comme “un crime contre l’humanité”, je suis leur plus grand défenseur ». Commentaire judicieux d’un internaute : « Difficile de se proclamer

gaulliste et en même temps de faire les yeux doux à la communauté des rapatriés d’Algérie ».

M AIS c’est essentiellement d’une autre Mémoire que Macron veut se servir pour se succéder à lui-même. Alors que l’annonce officielle de sa candidature est imminente et qu’elle devrait, sauf surprise de dernière minute, intervenir dans la première quinzaine de février, et qu’il a déjà fait savoir qu’il ne participerait à aucun débat télévisé ou radiophonique avec d’autres candidats à la présidentielle d’ici le premier tour (comme tout cela est commode !), officiellement parce qu’il entend exercer pleinement et jusqu’au bout sa fonction, et surtout les avantages et privilèges inouïs que cela lui confère, en réalité parce qu’il n’entend pas s’abîmer dans des débats où son image pourrait être écornée et où il pourrait devoir rendre des comptes, le chef de l’Etat a jugé bon de se rendre à nouveau le 25 janvier dernier à Oradour-sur-Glane. Ce n’est pas une première pour lui car Macron avait déjà visité ce village lors du second tour de la présidentielle en avril 2017, alors qu’il était opposé à Marine Le Pen, et il s’était même rendu, la même semaine, au mémorial de la Shoah dans le Marais pour bien montrer qu’il faisait sien l’antifascisme et qu’il

entendait se draper dans une Mémoire orientée, voire falsifiée, pour la mettre au service de ses ambitions et de sa carrière. C’était aussi une façon de diaboliser, de délégitimer par l’histoire ses adversaires. En se rendant à Oradour-sur-Glane le 25 janvier, en demandant à son Premier ministre Jean Castex de se rendre à Auschwitz deux jours plus tard, le 27 janvier, « journée internationale de la mémoire des génocides et de la prévention des crimes contre l’humanité », Macron sait parfaitement ce qu’il fait.

Il s’agit de dire qu’il incarne, lui, la paix, la stabilité, le cercle de la raison, les droits de l’homme, l’Etat de droit, face aux vents mauvais du nationalisme, du racisme, de l’extrémisme voire de l’antisémitisme. Il s’agit pour des raisons purement politiciennes et électoralistes de diaboliser « sa droite », et particulièrement ses possibles concurrents populistes au second tour, Eric Zemmour et Marine Le Pen. Que ces deux derniers ne manquent pas une occasion de condamner le fascisme et le national-socialisme ne change rien à l’affaire. Celui qui décide, c’est celui qui diabolise, pas celui qui est diabolisé. Et pourtant les deux candidats donnent des gages, Marine Le Pen plus encore puisqu’elle n’a pas eu la chance d’être née juive. En se rendant en Pologne, lors d’une cérémonie larmoyante à souhait (il faut faire

beaucoup de cinéma pour espérer être agréé !), elle a dernièrement rendu un hommage appuyé aux juifs du ghetto de Varsovie, saluant, photo à l’appui, leur résistance forcément héroïque, et Eric Zemmour a twitté, quant à lui, le 27 janvier : « Les souvenirs de mon oncle Jacques, rescapé d’Auschwitz, ont profondément marqué mon enfance. 77 ans après la libération du camp, je pense à lui et à toutes les victimes », c’est beau comme l’antique ! L’ex-présidente du Rassemblement n’a pas voulu être en reste puisqu’elle a twitté ce même 27 janvier : « La France et les Français font œuvre de mémoire de la Shoah, pire atrocité de l’histoire humaine (sic !), commise par le régime nazi et leurs complices à travers les pays européens occupés et les gouvernements collaborationnistes », rien ne manque dans ce tweet misérable qui marque une écœurante soumission à la doxa, pas même l’attaque directe contre le Maréchal Pétain à travers l’expression de « gouvernements collaborationnistes », et dire qu’il en est encore pour oser nous dire que Marine Le Pen est une femme courageuse, il est interdit de pouffer !

EN TOUT CAS, on peut être sûr que, quel que soit le président élu, le révisionnisme sera toujours persécuté. Puisque dans ce domaine, comme dans tant d’autres, tout va toujours plus mal. Ainsi, que Vincent Reynouard soit exilé et pourchassé au Royaume-Uni ne suffit manifestement pas aux gardiens de la Mémoire puisque le tribunal judiciaire de Paris vient d’ordonner ces jours-ci le blocage immédiat de Shoarnaque et du Blogue-sc (Sans Concession), les deux sites Internet de Vincent Reynouard, chez les principaux fournisseurs d’accès français.

Faut-il que les analyses et démonstrations du chercheur soient jugées dérangeantes pour que, toutes affaires cessantes, alors qu’il ne représente rien sur le plan social et politique, qu’il est de surcroît exilé et en clandestinité, qu’il est globalement inconnu du grand public, on ordonne par voie judiciaire le blocage de ses très modestes sites et qu’on agisse à son égard comme le fait le menteur inquiet ? N’est-il pas profondément révélateur qu’on veuille écraser une humble mouche avec un marteau, qu’on ne souffre pas le simple chuchotement d’une pensée dissidente, qu’on pourchasse, et avec quel acharnement, un penseur libre, courageux et marginal échoué quelque part au fin fond de la Grande-Bretagne ? Voilà assurément qui devrait donner matière à réflexion.



(Dessin de Chard)

N°3504 DU 2 FÉVRIER 2022
www.rivarol.com



Manu du site Le Réveil des Moutons, victime de la répression

RIVAROL : Le mardi 25 janvier le tribunal correctionnel de Valence vous a condamné à 3000 euros d’amende pour incitation à la haine raciale et vous devrez régler aussi 2500 euros de dommages et intérêts à l’Observatoire juif de France (OJF).

Pouvez-vous nous raconter la genèse de l’affaire, la cause des poursuites et de la condamnation et le déroulé du procès il y a quinze jours ?

MANU DU RÉVEIL DES MOUTONS : Tout d’abord merci de me donner la parole.

J’ai été convoqué effectivement au tribunal correctionnel de Valence le 11 janvier dernier pour une simple vidéo avec l’humoriste Dieudonné. Les faits reprochés étaient, je cite :

— Diffamations en raison de la race, de l’ethnie, de la religion

— Provocation publique à la haine ou à la violence en raison de l’ethnie, de la race, de la religion.

La phrase retenue est une phrase incompréhensible qui n’est même pas de moi, même la juge a relevé que la citation n’était pas du Proust. Qu’importe, la condamnation est là.

Malgré la très bonne plaidoirie de mon avocat, maître Pierre-Marie Bonneau, je me retrouve condamné pour la moitié des faits que le procureur me reprochait.

J’ai donc été reconnu coupable d’incitation à la haine en raison de l’ethnie, de la race, de la religion. J’ai été condamné à 5 000 euros d’amende dont 2 000 avec sursis. Je dois également verser 2 500 euros à l’OJF (Observatoire juif de France). En revanche, l’OJE (Organisation juive européenne), également partie civile, n’a rien obtenu pour

des raisons procédurales. Donc 5500 euros en tout pour une vidéo. La justice a montré son visage encore une fois. Je ne suis qu’à moitié surpris.

R. : Comptez-vous faire appel de votre condamnation ?

M. D. : Pour être honnête, je ne pense pas faire appel pour deux raisons. La première est que je n’en ai tout simplement pas les moyens (rire) et la seconde est que nous connaissons tous la justice française. J’assume jusqu’au bout et j’ai fait mon entrée dans la cour des grands sans sourcilier.

R. : A la suite de cette lourde condamnation, pour un premier jugement, pensez-vous, malgré les risques encourus, poursuivre votre riche activité sur les réseaux sociaux (vidéos, articles, entretiens, etc...) ?

M. D. : Je souhaite et j’espère pouvoir continuer. Le Réveil des Moutons, c’est un peu mon “bébé” et je ne vais pas baisser les yeux devant ceux qui veulent nous faire taire. Certains me voient comme un média sulfureux, mais cela dépend du point de vue de “QUI”, au fond qu’ai-je fait à part donner la parole à des personnes qui ne l’ont pas ? Mon activité va dépendre aussi des camarades et des abonnés, le Réveil des Moutons fournit beaucoup pour une petite structure, mais je prends aussi énormément de coups.

Nous sommes maintenant dix à fournir des articles de qualité ainsi que des entretiens sans tabous, mais aussi des conseils de lecture ou des chroniques. Notre site grandit chaque jour et nous sommes en plein déve-

loppement, nous allons continuer sur cette lancée.

R. : Comment peut-on vous aider ?

M. D. : Il est possible de soutenir mon travail par tous les moyens possibles, en allant faire un tour sur la boutique par exemple ou encore via des dons spontanés. Il suffit de m’adresser un mail (lereveildesmoutons@outlook.fr) (manulrdm@gmail.com) pour obtenir tous les liens (RIB, Tipeee, Paypal). Je remercie d’avance tous ceux qui participeront.

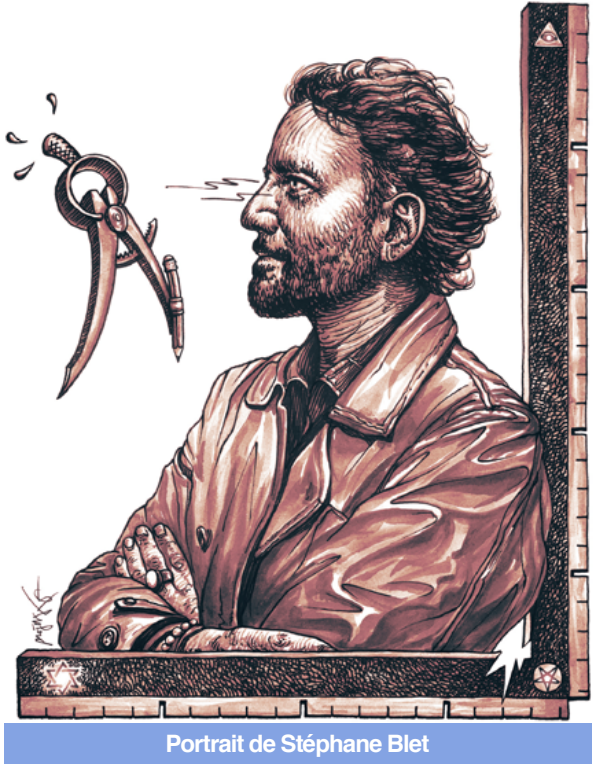
R. : Vous étiez très proche de Stéphane Blet avec lequel vous aviez réalisé des dizaines d’entretien vidéo, 71 fournées. Quels sentiments vous inspire sa brutale disparition et, si vous deviez définir Stéphane, que diriez-vous de lui ? Quels étaient, selon vous, ses qualités et ses traits de caractère dominants ?

M. D. : J’ai été très bouleversé par la perte de mon ami Stéphane. Comme vous le savez peut-être, j’ai débuté avec lui en allant le rencontrer directement à son domicile à Istanbul. Nous avons construit une réelle amitié et une certaine complicité. J’ai à peu près le même âge que son fils (que je salue et à qui j’envoie encore tout mon soutien) et il me voyait un peu comme une relève. Après quelques rencontres en Turquie et en Suisse, nous avons décidé de faire des émissions hebdomadaires ensemble « *l’actu au Diapason par Stéphane Blet* ». Avec Stéphane,

ce sont des entretiens, des émissions, dont une à laquelle vous avez participé, cher Jérôme Bourbon, et surtout 71 fournées. La dernière, la 72^e, a été réalisée avec des amis de Stéphane pour lui rendre hommage.

Ce que je retiens de Stéphane, c’est son franc-parler, mais aussi sa générosité, son humilité. Il était très abordable et vraiment disponible. Je ne parle même pas de son parcours exceptionnel et de son talent pour le piano, un virtuose ! Il était un réel artiste et un vrai camarade. Je perds mon mentor et, en quelques sorte, le parrain du site. Il aurait été fier de voir que je prenne plus que lui (à 500 euros près) pour ma première condamnation. Je pense chaque jour à lui et il m’accompagnera jusqu’au bout. Jamais je n’oublierai Stéphane.

Propos recueillis par Jérôme BOURBON.



Portrait de Stéphane Blet

Le Prix International Robert Faurisson 2022 a été remis à Alfred et Monika Schaefer



Monika Schaefer avec son frère Alfred

La quatrième édition du Prix International Robert Faurisson a récompensé les révisionnistes allemands Alfred et Monika Schaefer. Les trois premières éditions avaient primé l’Allemande Ursula Haverbeck (2019), le Français Vincent Reynouard (2020) et l’Autrichien Wolfgang Fröhlich (2021), dix mois avant sa disparition. Il faut savoir que le courageux Alfred Schaefer est en prison en Allemagne pour délit d’opinion depuis plus de trois ans et demi et même placé en isolement, comme s’il était un dangereux terroriste, depuis plus d’un an.

On ne dira jamais assez combien les révisionnistes actifs sacrifient tout, leur santé, leur liberté, leur situation, leurs moyens, leur famille, voire leur vie (qu’on songe à Wolfgang Fröhlich mort d’épuisement à 70 ans le 29 novembre 2021 après avoir passé quinze ans dans les geôles autrichiennes !) à ce qu’ils considèrent de toute leur force, de toute leur âme, comme leur devoir impérieux. Ils vont jusqu’au bout, quoi qu’il en coûte, et cela, à soi seul, mérite de notre part un immense respect et une extrême gratitude.

Jérôme BOURBON.

Voici le communiqué officiel du Président du Jury du Prix International, M. Joe Fallisi, suivi de la lettre d’acceptation de Monika Schaefer :

« J’ai le plaisir de vous annoncer que, le 25 janvier 2022, la cérémonie de remise du Prix International Robert Faurisson (IV Édition)

s’est déroulée par vidéoconférence. Le Prix a été décerné, par le Comité du Prix composé de Joe Fallisi, Guillaume Nichols et Michèle Renouf, à Alfred et Monika Schaefer, combattants révisionnistes d’exception pour la cause de la vérité et de la justice.

Voici le libellé de la plaque du Prix de cette année :

« Aux héroïques Alfred et Monika Schaefer, frère et sœur, exemples d’honnêteté et de droiture dans le combat pour la vérité historique. »

Monika Schaefer, elle-même du Canada, l’avocat Wolfram Nahrath et Michèle Renouf d’Allemagne, Joe Fallisi et Guillaume Nichols d’Italie étaient présents. Espérons que bientôt la vidéo de la cérémonie de remise du Prix de cette année sera disponible, ainsi que celle de 2021. Les deux se sont produits, en raison de l’escroquerie criminelle et internationale de la “pandémie” de fantacovid, pas comme les années précédentes en personne et à Vichy, la ville de résidence du Professeur, mais via internet.

Divers signes provenant de nombreuses nations européennes dont les citoyens se rebellent ouvertement contre cette dictature sale et insensée donnent l’espoir que les mesures tyranniques actuelles pourraient dans quelque temps être retirées. En l’occurrence on se retrouvera tous dans le matin du 25 janvier 2023 à rendre hommage au professeur Robert Faurisson sur sa tombe au cimetière de Vichy.

Le cœur haut, avec courage et loyauté. Pas de reddition, jamais. »

Joe FALLISI.

Voici la lettre d’acceptation du Prix international Robert Faurison, 4^e édition, par Monika Schaefer en date du mardi 25 janvier 2022 :

« Je suis honorée d’accepter ce prix au nom de mon courageux frère Alfred Schaefer et de moi-même, en mettant l’accent sur Alfred qui est actuellement toujours derrière les barreaux sur le territoire allemand occupé. Je considère que je me suis simplement trouvée au bon endroit au bon moment moyennant, en 2016, une simple demande de pardon posthume adressée à ma mère,

allemande, émigrée au Canada en 1951 et décédée depuis quelque temps. Il s’agissait de mes excuses, prononcées en langue anglaise dans une vidéo de six minutes, pour les reproches que je lui faisais pendant mon adolescence « *pour n’avoir pas empêché l’Holocauste* » *.

Depuis 2011 environ, lorsque nous avons commencé à nous éveiller à la vérité sur ce qui se passe dans le monde, Alfred et moi-même sommes devenus une équipe, nous renforçant et nous encourageant mutuellement tout au long du chemin. Il y a un effet multiplicateur et qui est bien plus grand que « un plus un ».

Nous nous appuyons sur les épaules des géants qui nous ont précédés, notamment le regretté, le grand Robert Faurisson (1929-2018), au nom duquel ce prix est à présent décerné. Lui et d’innombrables autres (si je commence à les nommer, je crains d’en oublier...) ont travaillé dur pour rechercher et exposer la vérité, et beaucoup d’entre eux ont enduré de grandes souffrances pour leurs efforts. Nous sommes arrivés à bon port en naviguant dans leurs eaux et leur savons gré pour tout leur travail. [...]

Qu’est-ce qui fait d’Alfred Schaefer, ingénieur d’informatique à la retraite, ce qu’il est ? Qu’est-ce qui le fait vibrer ? Alfred a vécu de nombreuses aventures dans sa vie. Il a été pilote de deltaplane, marin et a fait le tour de trois continents —Amérique du Nord, Europe et Afrique —à vélo. Il l’a échappé belle à maintes reprises et pourrait écrire plusieurs livres à suspense sur ses voyages. Ces expériences ont tendance à aiguïser l’appréciation de ce que nous possédons et à cristalliser la compréhension de ce qui est en jeu. Quand Alfred a commencé à prendre conscience de la réalité des événements mondiaux il a su qu’il ne pouvait pas être un simple spectateur de la guerre dans laquelle nous nous trouvons. Il a mis ses compétences à profit et est devenu un guerrier de la vérité, en publiant dans des blogs, en

produisant des vidéos de haute qualité, en distribuant des tracts et en prenant la parole. Il n’a jamais reculé.

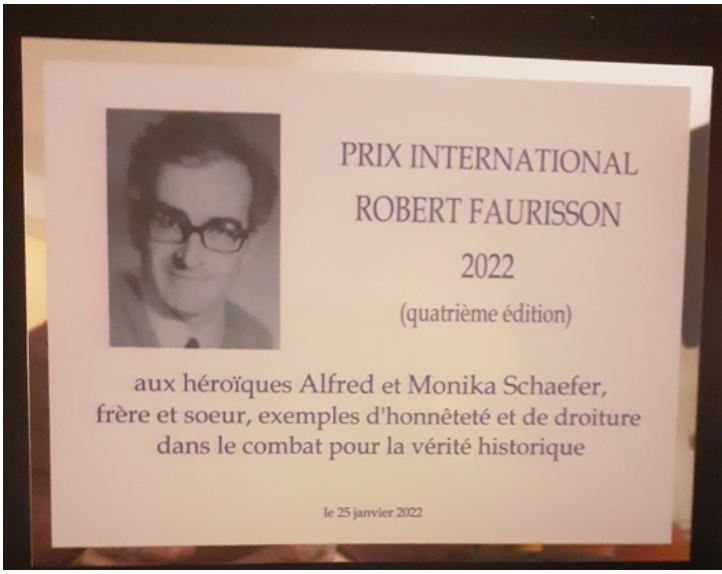
L’esprit d’Alfred ne se laisse pas ébranler et il conserve son excellent sens de l’humour, même s’il est prisonnier de guerre depuis plus de trois ans et demi et maintenu en isolement depuis plus d’un an. À travers ses lettres, il rayonne d’une vision positive. Peu importe à quel point les choses semblent sombres, et peu importe à quel point ils essaient de le briser, il projette une attitude gagnante. Il est comme le général qui emmène ses troupes au combat, nous remontant le moral et nous insufflant l’esprit de combat qui nous mènera à la victoire ! »

Monika SCHAEFER.

Pour lui écrire :
Alfred Schaefer
Hindenburgring 12
D-86899 Landsberg am Lech
Allemagne.

Une cinquantaine de vidéos réalisées par M. Schaefer ou dans lesquelles il s’exprime se trouvent à https://altcensored.com/channel/UCPPoJnqloZJcj_TlI6lx5w.

* Cet enregistrement, qui, en 2018, a valu à Mlle Schaefer un séjour de dix mois dans les geôles allemandes, se trouve en version originale sous-titrée en français à : archive.org/details/PardonMamanJavaisTortAProposDeL-holocauste.



Shoah, une hérésie en Israël ?

« L'un des moments les plus intéressants du film est votre rencontre avec le professeur de l'Université hébraïque, lorsqu'il vous dit que la question du chiffre de six millions est "totalement sans importance", que les questions que vous lui posez sont "triviales" et que ce qui compte, c'est que l'Holocauste est le cas le plus extrême de génocide qui n'ait jamais existé. »

Haaretz, 16 janvier 2022.

TOUT est chamboulé depuis deux ans, les sociétés découvrent de nouveaux fléaux, essuient de nouvelles formes de tyrannie, la saveur de la vie change pour la majeure partie des Occidentaux, l'Etat de droit dans son principe (la primauté des lois ou des principes sur l'arbitraire du pouvoir) se volatilise au nom d'objectifs dont le peuple ne sait en réalité rien, les menaces qui pèsent sur la vie économique des peuples sont imminentes, le sentiment que tout peut basculer vers le pire est prégnant, mais deux choses perdurent, malgré tout : le devoir de Mémoire, par définition ostentatoirement pédagogique, et la propagande néo-sioniste, par définition métapolitique. Là rien ne change. La Hasbara sioniste s'intensifie. L'Etat hébreu ne s'en cache pas et donne beaucoup d'argent à de nombreuses ONG pour lisser l'image de l'Israël à l'internationale.

Le 27 janvier, tout le monde le sait désormais, c'est la journée internationale ou mondiale de la Mémoire (La journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, *International Holocaust Remembrance Day* étant une journée internationale du souvenir de l'Holocauste et de prévention des crimes contre l'humanité, le 27 janvier étant l'anniversaire de la libération du camp de concentration d'Auschwitz par l'Armée rouge). Si, cette année, l'émotion était encore au rendez-vous, notamment grâce au charisme de Jean Castex qui s'est recueilli pour l'occasion au sein du camp des camps en Pologne, si on apprit, de sa bouche, en frissonnant, qu'Eric Zemmour eut un oncle qui fut déporté vers l'enfer (il s'appelait Jacques), si on a pu profiter du récit émouvant du père d'Agnès Buzyn qui a survécu avant de rejoindre un kibboutz en Palestine, il faut avouer cependant que nous trouvons que la Mémoire s'engourdit un peu et qu'en cela n'interpelle-t-elle plus aussi fortement qu'auparavant la jeunesse désireuse de savoir l'Indicible.

Avant, des livres qui bousculaient les consciences étaient publiés et réédités. Des récits ultra-poignants qui montraient vraiment la spécificité de l'horreur des horreurs. On pense en particulier à ce livre de 1979 de Filip Müller (réédité dans les années 1990) dont le titre nous a bouleversé : *Trois ans dans une chambre à gaz d'Auschwitz*. Lisez avec moi la quatrième de couverture de *Trois ans dans une chambre à gaz d'Auschwitz* : « Traumatisé à vie (la résilience n'existait pas encore), Filip Müller, après avoir surmonté les limites extrêmes du désespoir, a finalement décidé, en 1979, de se souvenir. Afin que nul n'oublie. Voici à nouveau disponible le récit de son innommable expérience vécue qui a suscité une intense émotion à sa parution. Müller, dont le témoignage sur la réalité des camps de la mort n'est comparable à aucun autre, est en effet l'un des uniques survivants des commandos spéciaux des fours crématoires, commandos où se trouvaient enrôlés de force de jeunes déportés suffisamment robustes pour exécuter, sous la menace d'une mort immédiate en cas de refus, les tâches les plus immondes et les plus éprouvantes jamais demandées à des hommes. A intervalles réguliers, l'effectif complet de ces commandos était à son tour radicalement éliminé, afin qu'aucun survivant ne puisse jamais parler. Filip Müller, par un extraordinaire concours de circonstances, a miraculeusement survécu. Il a, pendant trois ans, pratiquement assisté au massacre de tout un peuple, partagé les derniers instants de tous ceux qui allaient mourir, procédé, avec ses propres mains, et dans d'indicibles conditions au transfert et à l'incinération de leurs cadavres. Son histoire, véritablement dantesque, dépouillée de tout artifice littéraire ou artistique, ne s'embarrasse d'aucune considération d'ordre psychologique. C'est uniquement le constat détaillé et souvent insoutenable d'un hallucinant cauchemar, un document historique exceptionnel à l'état brut, au ton volontairement neutre, car il est des expériences qui coupent à jamais toute envie de philosopher. » et même de penser, je crois bien.

Avec ce témoignage éloquent, la Mémoire se transmettait bien mieux. Je me rappelle, de mon côté, que mon instituteur nous parlait souvent de la Shoah ; ça m'avait marqué. Si fortement que j'exorcisais ensuite les images affreuses qu'il avait réussi à faire naître dans mon esprit (dans un but pédagogique évident) en dessinant des

camps de concentration avec des têtes coupées entassées dans un tonneau que j'avais vues dans un documentaire réaliste. Aujourd'hui, on impressionne moins les bambins. Mais où va-t-on ?

UN BIEN ÉTRANGE DOCUMENTAIRE

La transmission prophylactique de la Mémoire va-t-elle connaître de scandaleux ratés comme ceux qui se sont produits en Israël même ? C'est si inquiétant.

Le 16 janvier dernier, dans le quotidien israélien *Haaretz*, sous la plume du journaliste Nirit Anderman, a-t-on pu lire un long papier sur le dernier documentaire du cinéaste David Fisher. Un documentaire qui « ose retracer l'histoire du chiffre de 6 millions » ! « Comment le chiffre dévastateur, quoique trop rond, de 6 millions de victimes juives de l'Holocauste est-il devenu si profondément ancré dans nos esprits ? »

« Six millions. Ce chiffre est présent dans nos vies depuis maintenant plus de sept décennies. Il est toujours là, planant au-dessus de nous — une partie inséparable de notre mémoire historique, pesant en permanence sur le subconscient collectif de ce lieu. Comment pourrait-il en être autrement, vraiment ? La machine de mort nazie de la Seconde Guerre mondiale était tellement industrialisée, concentrée et méticuleusement planifiée qu'elle défie encore l'entendement, et peut-être que seul un nombre aussi vaste et incompréhensible que six millions peut y faire écho, peut en transmettre l'idée même aux masses. »

Et le journaliste, et le cinéaste de parler d'un chiffre devenu sacré et gravé dans la conscience de chacun.

« Mais qui a déterminé que c'était réellement le nombre de Juifs tués pendant la guerre ? Qui a compté, et comment ? Et que faut-il compter exactement ? Le décompte doit-il inclure tous les Juifs qui sont morts en Europe pendant l'Holocauste ? Les Juifs morts de mort naturelle doivent-ils être exclus du décompte ? Quand exactement l'Holocauste a-t-il commencé et quand s'est-il terminé ? Est-il correct de ne compter que les Juifs qui ont été tués pendant la guerre elle-même, ou faut-il également inclure ceux qui ont été tués depuis l'arrivée au pouvoir d'Hitler ? Et qu'en est-il de ceux qui sont morts à cause de la guerre, mais après qu'elle fut terminée ? Sont-ils également inclus dans les six millions ? »

La Mémoire n'est-elle pas mise en péril avec des inconscients de la sorte ? David Fisher raconte que toutes ces questions sur ce sujet ont surgi dans son esprit après une visite au centre mondial de commémoration de l'Holocauste à Yad Vashem, à Jérusalem, il y a dix ans. Lors-

qu'il a remarqué le logo de l'institution, avec six branches symbolisant les six millions, il a soudain commencé à s'interroger sur ce chiffre. « Lorsqu'il a demandé à un membre du personnel comment ils étaient arrivés à ce chiffre, on lui a répondu qu'il ne s'agissait pas d'un chiffre précis. "Mais si nous découvrions maintenant qu'il s'agit de cinq millions, devrions-nous changer notre symbole ? Il restera le même, six millions, pour toujours", lui a répondu l'employé. »

Dans son nouveau documentaire, *The Round Number*, Fisher s'entretient avec une série d'éminents spécialistes de l'Holocauste, afin de déterminer comment il a été établi que six millions de Juifs sont morts pendant l'Holocauste et comment ce chiffre a fini par s'ancrer dans nos esprits. « Aucun des spécialistes avec lesquels il s'est entretenu n'était prêt à confirmer ce chiffre. En fait, la plupart d'entre eux tentent de s'en distancier dans une certaine mesure et laissent entendre qu'historiquement, il n'est peut-être pas si exact. L'historienne de l'université Ben-Gourion Hanna Yablonka semble être la seule à être prête à le dire ouvertement. "Aucun historien aujourd'hui ne vous dira que six millions de Juifs ont été tués pendant l'Holocauste", déclare le professeur dans le film. » Et vous pensez que c'est bon pour la Mémoire tout ça ?

Cependant, presque tous les spécialistes qui apparaissent dans le documentaire s'accordent à dire que ce chiffre s'est tellement identifié à la mémoire de l'Holocauste qu'il ne faut pas y toucher. Et certains ne cherchent pas à cacher leur désarroi face à la tentative de Fisher de la remettre en question.

« Si tu ne fais pas attention, ce film pourrait devenir un outil entre les mains des négationnistes », le gronde l'un d'eux.

Mais Fisher insiste. Ayant grandi en tant qu'enfant de « survivants de l'Holocauste », et après avoir réalisé un certain nombre de films liés à la Seconde Guerre mondiale, il n'est pas près de céder.

« Dans son journal, mon père a écrit que lorsque lui et sa famille sont arrivés à Auschwitz, lui et son père ont été envoyés du "côté de la vie" et tous les autres membres de la famille ont été envoyés à la mort. Mais son père a disparu très peu de temps après et il ne l'a jamais revu », raconte Fisher à *Haaretz*. « Pendant toutes ces années, nous avons présumé que mon grand-père avait été assassiné là-bas. Mais lorsque je suis allé aux archives d'Auschwitz, je n'ai trouvé aucune trace de lui. Il ne figurait pas dans les registres des morts, ni dans les listes des libérés. J'ai aussi cherché dans d'autres archives — et je n'ai rien trouvé. Et puis j'ai pensé : peut-être qu'il n'a pas été tué. Il a peut-être survécu. Il a peut-être fondé une autre famille après la guerre.

Et dans ce cas — est-il inclus dans le compte des six millions ou pas ? Et combien d'autres cas comme celui-là y a-t-il ? » Comment ose-t-il dire une chose pareille ? Heureusement, Fisher n'oublie pas de parler des travaux de Patrick Desbois (le fameux Père Patrick Desbois, le protégé d'Edouard Husson, le conseiller de Marion Maréchal) qui a découvert qu'un million de Juifs avaient été exterminés par balles et par étouffement pendant la guerre en Europe de l'Est. Une assertion bien venue qui compense les propos olé olé tenus auparavant sur de prétendus Juifs qui auraient refait leur vie ailleurs après la guerre alors que la probabilité qu'ils étaient méthodiquement gazés écrase toutes les autres hypothèses, généralement, il faut le dire, révisionnistes. Cependant, il n'y a rien à faire, David Fisher ne croit pas aux 6 millions sur un plan strictement mathématique, mais il ratifie ce chiffre quand même. « Dans le film, je ratifie le chiffre de six millions, je ne le remets pas en question. Pas dans le sens habituel de l'exactitude numérique, mais dans le sens de l'ampleur du crime contre l'humanité qui s'est produit. » Bref, six millions, ça veut dire beaucoup, et c'est bien comme ça.

OÙ SONT PASSÉS LES SURVIVANTS IMAGINÉS PAR DAVID FISHER ?

« Juste après la guerre, on disait que 580 000 Juifs avaient été tués à Majdanek (camp de concentration en Pologne). Un an ou deux ans plus tard, ce chiffre est descendu à 360 000, puis à 160 000 quelques années plus tard, et dans l'étude la plus récente, le nombre de Juifs assassinés à Majdanek s'élevait à 58 000. Plus les années passent, plus les chercheurs se rapprochent de la vérité », explique-t-il. « Pendant mes recherches sur le sujet, j'ai découvert que l'establishment est très résistant aux changements et qu'il faut du temps pour que les chiffres officiels soient modifiés. Au début des années 1990, par exemple, lorsque le nouveau chiffre des personnes assassinées à Auschwitz est sorti — un million et demi, dont 1,1 million de Juifs — des experts se sont élevés contre ceux qui avaient avancé ce chiffre et ont déclaré qu'ils étaient antisémites. Il a fallu du temps pour que ce chiffre soit accepté ». Je n'y ai jamais pensé avant ? »

Malgré sa foi dans les symboles, ne peut-on pas dire que David Fisher relativise l'Indicible avec toutes ses questions sur le nombre de victimes de l'antisémitisme exterminateur ? Autre chose, comment, moralement, humainement, David Fisher peut-il se permettre de dire que son grand-père disparu n'a peut-être pas été tué mais qu'il aurait pu refaire sa vie ailleurs en Amérique ou en Palestine ? Qu'est-ce qui le pousse à dire cela ? On en tremble.

François-Xavier ROCHETTE.

DROIT AUX LETTRES

● De Pierre M. :
HOMMAGE À GUY SAGER ET À PIERRE SIDOS

C'est avec une profonde émotion que je viens d'apprendre la mort de ce simple soldat mais grand homme, qu'était Guy Sajer. J'ai eu l'honneur de le rencontrer une fois aux BBR, il y a une trentaine d'années. La photo que vous avez publiée correspond bien au souvenir que j'ai de lui. J'avais trouvé qu'il ne faisait pas son âge, il était simple, parlait peu et gentiment. Pour être franc, j'étais plus venu pour lui que pour écouter le discours de Jean-Marie. J'avais apporté le meilleur de ses albums, *Kaleunt*, un vrai chef-d'œuvre. Il me l'a dédié et, sans que je lui demande, d'un trait de plume et en quelques secondes, il m'a dessiné le portrait du *Kaleunt* de l'U 200. J'en suis toujours très fier. Dans ce simple dessin, on voit la tristesse et la détermination de l'officier qui a compris que la guerre est perdue, que ses hommes et lui n'en reviendraient pas mais qui fera son devoir jusqu'au bout. Seul un homme qui a fait la guerre et vu ses camarades mourir peut écrire un tel album. Les hommes y sont décrits tels qu'ils sont avec leurs grandeurs et leurs faiblesses, leurs doutes et leurs convictions, il est très probable que beaucoup de ses personnages sont inspirés par ses anciens camarades. J'avais lu le *Soldat oublié* peu après sa sortie, j'étais encore au collège. Ce livre m'a tellement marqué que j'ai encore certains passages en mémoire. Le vrais héros du livre n'est pas lui mais l'Hauptmann Wesreidau dont il parle comme s'il était son père et qui lui a sauvé la vie de nombreuses fois. La dernière fut quand il s'est sacrifié pour couvrir la retraite de ses camarades en leur disant : « Il n'y a pas de place pour moi dans le monde d'après ». Il préférerait mourir en sauvant ses camarades plutôt que de vivre dans le monde qui se préparait. Mon père m'avait conseillé cette lecture en me disant « C'est le meilleur récit du front de l'Est que je connaisse ». Il savait de quoi

il parlait puisqu'il s'était sorti de la Poméranie avec les débris du bataillon Hersche. Récemment, à un jeune homme tout juste sorti de Saint-Cyr, j'ai offert deux livres : *Par le sang Versé* de Paul Bonniecarrère et *Le soldat oublié* en lui disant : « Si tu veux être un officier, essaye de ressembler au capitaine Mattei et à l'Hauptmann Wesreidau, parce que moi, je n'en ai jamais connu ».

Par la même occasion, je suis allé voir un autre héros dans un registre différent, Pierre Sidos. Avec lui, j'avais échangé des souvenirs plus précis puisque mon père avait été son compagnon d'infortune au camp du Struthof. Il y fit aussi la connaissance de Roland Gaucher, de Léon Gaultier qui leur donnaient des cours de littérature ainsi que d'un autre proscrit dont RIVAROL avait publié un article, Antoine Graziani, accessoirement cousin du capitaine Mattei. A Fresnes, le paternel avait connu du très beau monde, les amiraux Laborde et Esteve, les écrivains Charles Maurras, Lucien Rebatet et Pierre-Antoine Cousteau. Il s'était aussi lié d'amitié avec un polytechnicien dont un camarade de promotion avait été proche du Maréchal. Ce dernier l'a aidé à se faire une carrière une fois libéré. Les gens les plus intéressants qu'il a rencontrés dans sa vie, il les a connus en taule. Pour un fils d'ouvriers communistes, cela ne manque pas de sel. En ces temps bénis, la moitié de l'élite de la France était en prison. Sur le fond, les choses n'ont guère évolué. Pour en revenir au Struthof, dans les années 1946-48, un député avait fini par s'indigner, dans un discours à la chambre, que la république utilise les mêmes méthodes que les nazis. A ce moment-là, un autre député s'est levé pour dire : « Ils y sont et ils y sont bien ». Devinez qui c'était ? L'abbé Pierre ! Un beau jour, ils ont vu arriver un capitaine de Légion venir les racoler pour partir en Indochine. Inutile de préciser que l'accueil a été frais. Certains commençaient à se laisser tenter mais Sidos leur a parlé et quasiment personne ne s'est engagé, à l'exception notable d'Antoine Graziani qui, comme tout Corse qui



se respecte, n'avait pas froid aux yeux. Mais lui, c'est le ministère de la Guerre qui a refusé son engagement. Quand il m'a dit ça, j'ai éclaté de rire. Rappelons qu'ils étaient presque tous des anciens de la Charlemagne qui n'avaient rien à prouver. L'historien Eric Lefèvre en a identifiés 80 qui ont été tués là-bas. Il en déduit qu'environ 800 y sont allés. Un jour, mon père nous a dit qu'il regrettait presque de ne pas être parti au Tonkin car tous ceux qui y sont allés ont gardé une très grande nostalgie de ce pays. Je lui ai répondu qu'il n'avait rien à regretter. Car avant de savoir contre qui on se bat, il faut savoir pour qui. C'est toute la différence entre un professionnel de la guerre et un volontaire pour une cause. Suite aux horreurs qu'il avait vues, Guy Sajer était devenu athée. Je prie cependant Dieu, dans son infinie bonté, de l'accepter parmi les siens.

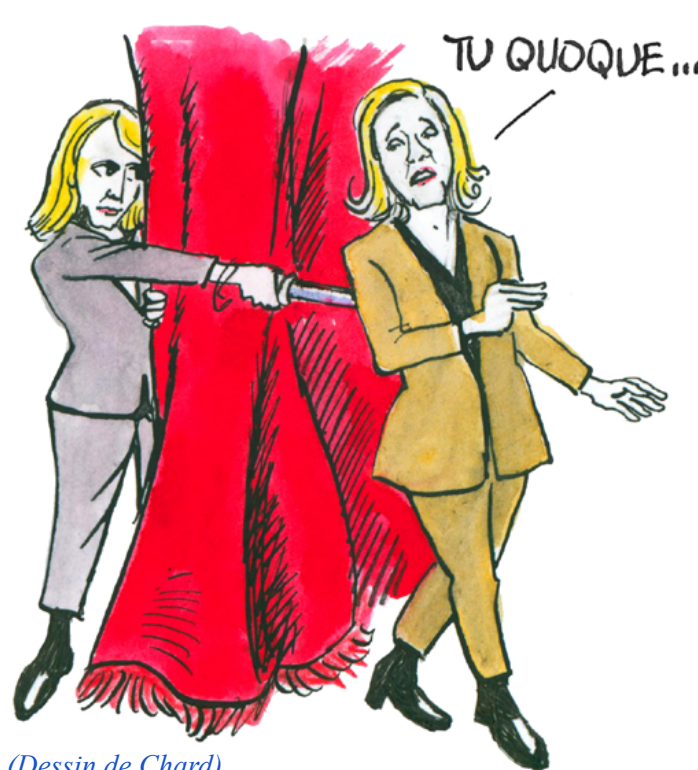
Chronique de la France asservie et... résistante

L'ÉVÉNEMENT de la semaine est le quasi-ralliement de Marion Maréchal à Eric Zemmour qui fait énormément parler. Notons de suite qu'il s'est produit un événement dont on n'a quasiment pas parlé dans les media et qui peut avoir pourtant des conséquences des plus importantes pour Valérie Pécresse et Eric Zemmour : Gilles Platré, le maire LR de Chalon-sur-Saône, vice-président des Républicains, a décidé de quitter le navire, à quelques semaines des présidentielles. Nous avons évoqué cette éventualité dans de récentes chroniques, en notant que l'homme, adversaire déterminé de la candidate LR, dispose de réseaux très importants. Pour l'instant, il a annoncé sont retrait du comité de soutien à Valérie Pécresse. Son ralliement (probable ?) à Eric Zemmour aurait un poids bien plus important que celui de Guillaume Peltier, lui aussi ex-vice-président de LR.

SÉISME À "DROITE" : MARION MARÉCHAL NE SOUTIENDRA PAS SA TANTE !

Dans une interview au *Parisien*, Marion Maréchal vient donc de lâcher une bombe : elle ne soutiendra pas Marine Le Pen à l'élection présidentielle. Pas plus qu'elle n'avait soutenu la liste Rassemblement national conduite par Jordan Bardella lors des européennes de mai 2019. Elle annoncera d'ici un mois son (probable) soutien à Eric Zemmour. « Si je soutiens Eric, ce n'est pas juste pour passer une tête et dire coucou », assure l'actuelle directrice de l'Issep Lyon, enceinte de quatre mois, qui veut clairement revenir en politique. L'ancienne élue FN du Vaucluse qui dit « cela fait un an que la politique me titille » confie que « la cohérence, la vision, la stratégie » la font pencher pour Eric Zemmour. Officiellement, sa décision n'est pas prise, mais c'est tout comme. Une nouvelle catastrophe pour Marine Le Pen qui, bonne nouvelle pour elle, venait d'obtenir un prêt de 10,6 millions d'euros auprès d'une banque européenne, dont la nationalité n'a pas encore été révélée. « C'est brutal, c'est violent, c'est difficile pour moi », a réagi Marine Le Pen, désespérée. Mais n'a-t-elle pas été elle-même « brutale » et « violente » avec son père qu'elle a exclu du mouvement qu'il avait co-créé, et avec les centaines de cadres et de militants sincères et intègres qu'elle a éjectés du parti pour avoir été trop cathos, trop identitaires, trop proches de Jean-Marie Le Pen, trop proches de Marion Maréchal ? La guillotine qu'elle a actionnée avec constance ruisselle de sang... C'est son tour...

Mais revenons à Marion Maréchal. Celle-ci semble vraiment déterminée à revenir dans le jeu politique d'autant, dit-on, que son école lyonnaise, l'ISSEP, ne rencontrerait pas vraiment un franc succès. Elle déclare : « Ce qui est sûr, c'est que je ne retournerai pas dans le privé. Je vais refaire



(Dessin de Chard)

de la politique ! J'étais très contente d'arrêter il y a cinq ans, mais là j'ai envie de retourner en politique ». Les raisons de cette décision (en dehors des raisons « alimentaires ») ? Il y a, selon elle, ces trahisons incessantes de sa tante dont elle désapprouve les allers-retours idéologiques et programmatiques permanents, notamment sur le mariage pour tous ou la Cour européenne des droits de l'homme, démontrant un manque total de cohérence et de vision. Marine Le Pen, sonnée, déclare : « Le but, c'est de me tuer politiquement ». Pauvre Marine, cela fait longtemps qu'elle est morte dans le cœur des patriotes et des Identitaires, mais elle ne le savait pas... Marion ne cache pas son vif souhait de retrouver un mandat de député. Elle hésiterait entre la perspective de s'implanter dans le Morbihan, ou de reconquérir sa circonscription du Vaucluse. Gilbert Collard, désormais eurodéputé, lui a aussi proposé de reprendre sa circonscription dans le Gard. Enceinte de quatre mois, nous raconte le *Figaro Magazine*, avec un terme prévu à la date du second tour des législatives, « la jeune maman ne voit pas sa grossesse comme un handicap, loin de là ». « Ça fera très combat féministe », s'amuse-t-elle, citant comme exemple la campagne municipale romaine réalisée, à huit mois de grossesse, de la présidente du parti national « *Fratelli italia* », Giorgia Meloni, dont son époux est un cadre influent. Son (quasi-)ralliement à Zemmour s'expliquerait aussi par le fait qu'elle a été impressionnée par la dynamique de sa campagne et le nombre considérable d'adhésions (85 000 constatées par huissier) en à peine huit semaines. Elle dit : « Même au sommet de sa gloire et de sa dynamique, le Front national n'a jamais réuni 90 000 adhérents » et constate :

« Contrairement à Marine Le Pen, Eric Zemmour dispose encore d'une large marge de progression. »

Celui-ci affirme : « Marine Le Pen ne peut pas gagner la présidentielle. Les électeurs LR ne veulent pas voter pour elle », avant de poursuivre : « Valérie Pécresse ne veut pas les électeurs du RN, je suis le seul à faire l'union des droites ». Gilbert Collard évoque, lui, le « ralliement d'une icône, d'une Le Pen », relevant avec sadisme un « échec à la fois familial, affectif et politique » pour Marine Le Pen. C'est le moins qu'on puisse dire... Le ralliement de Marion Maréchal à Eric Zemmour constituerait (constitue ?) en tout cas un événement majeur dans cette campagne : en juillet 2021, un sondage IFOP lui accordait 66 % d'opinions favorables chez les sympathisants LR, et 86 % au RN.

Mais qu'en dit Jean-Marie Le Pen ? Il vient d'envoyer un tweet aux protagonistes : « Je souhaite m'entretenir dans les prochains jours avec Marine Le Pen et Marion Maréchal. J'exprimerai ma pensée ultérieurement quand je le jugerai utile à la clarté des débats présidentiels et législatifs à venir. » Depuis ce tweet, Le Pen père a précisé sa pensée sur BFMTV : il soutient sa fille Marine, ce qu'il juge « naturel » et qualifie de « choquant » un éventuel ralliement de sa petite-fille au leader de Reconquête !. « Je ne comprendrais pas », a-t-il déclaré. Avant d'expliquer sa réponse : « Les programmes sont parallèles, tout doit la porter à être du côté de sa tante et pas d'un inconnu, si sympathique soit-il », a-t-il réitéré en parlant d'Eric Zemmour. On le voit, une fois de plus, le Menhir fait jouer d'abord les solidarités claniques et familiales. Lorsque cela compte vraiment, il soutient toujours sa fille. Malgré son exclusion en 2015, il a soutenu électoralement toutes ses campagnes électorales jusqu'à ce jour et l'a même puissamment aidée financièrement avec Cotelec pour la présidentielle et les législatives de 2017. Voilà au moins une chose qui ne change pas, même s'il avait laissé entendre qu'il pourrait soutenir Zemmour si celui-ci était mieux placé. Mais cela paraît aujourd'hui de l'histoire ancienne : le clan familial avant tout ! *Nihil novi sub sole* !

PLAINTES EN CASCADE CONTRE ERIC ZEMMOUR

Il faut reconnaître qu'Eric Zemmour fait preuve parfois d'un certain culot dans ses propos. Celui qui est un multirécidiviste des poursuites vient, une nouvelle fois, de susciter l'indignation de SOS Racisme et des officines, semant l'effroi en considérant sur l'antenne de Public Sénat, que la délinquance en France était du fait « des immigrés ou des enfants d'immigrés », déclarant dans l'émission *Bonjour chez vous* ! qu'un lien systématique existait entre la délinquance et l'immigration en France. « Vous pensez vraiment qu'avec une immigration zéro, il n'y aura plus de délinquance ? », l'a interrogé la journaliste Oriane Mancini sur l'antenne de Public Sénat. « Ah, il n'y en aura quasiment plus, oui. Ça, j'en suis sûr », a affirmé le candidat de Reconquête !. « Vous savez très bien que tous les délinquants ne sont pas immigrés ou des enfants d'immigrés », poursuit la journaliste. « Si. Bah si, excusez-moi, allez voir dans les prisons », répond alors le candidat de Reconquête ! Du coup, le président de SOS Racisme, Dominique Sopo, a annoncé sur Twitter, mercredi 26 janvier, que l'association allait porter plainte contre « le multirécidiviste de la haine » qui vient d'être condamné à 10 000 euros d'amende pour provocation à la haine après avoir qualifié les mineurs migrants isolés de « voleurs », d'« assassins » et de « violeurs » sur la chaîne CNews en 2020. Ce n'est pas Marine Le Pen, autrement plus respectable, qui s'autoriserait de tels odieux dérapages...

Par ailleurs, l'association Observatoire Handicap Monde a déposé une plainte pour « propos discriminatoires » contre Eric Zemmour, dont les déclarations récentes sur la scolarisation des enfants handicapés ont

suscité l'émoi. Zemmour avait déclaré : « Il faut des établissements spécialisés qui s'en occupent. Sauf les gens qui sont légèrement handicapés évidemment, qui peuvent entrer dans la classe. Mais pour le reste, l'obsession de l'inclusion est une mauvaise manière faite aux autres enfants, et à ces enfants-là qui sont, les pauvres, complètement dépassés par les autres ». Indignation dans toute la classe politique de l'extrême-gauche à l'extrême centre (Marine Le Pen) pour des propos pourtant de pur bon sens. Capucine Lemaire, présidente de l'Observatoire Handicap Monde, se voit cependant obligée de reconnaître qu'Eric Zemmour a le mérite de la franchise : « Je suis en désaccord avec lui, mais il a mis un coup de pied à l'hypocrisie ambiante en pointant du doigt le fait que le gouvernement ne remplit pas sa mission d'assurer des conditions d'accueil correctes pour les enfants handicapés à l'école », mais n'en porte pas moins plainte contre lui. Allez comprendre...

ROBERT MÉNARD, LE GRAND POLITOLOGUE BITERROIS, PARLE

On sait que Robert Ménard, après avoir exprimé son amitié et son soutien à « son ami » Eric Zemmour, puis à « son amie » Marine Le Pen, puis à Eric Zemmour, puis à Marine Le Pen, a des émois politiques quelque peu fluctuants. Aujourd'hui, il apporte son soutien à la présidente du RN. Qu'en sera-t-il demain ? Mystère. Eric Zemmour, qui goûte assez peu les sauts de puceron de « son ami » déclare qu'il le considère désormais comme « un adversaire politique ». Les récents ralliements à Eric Zemmour inquiètent Robert Ménard, d'autant que Reconquête ! connaît un essor important : au mardi 25 janvier 2022, le mouvement compte exactement 85 809 adhérents à jour de cotisation (chiffres vérifiés par un huissier). Le maire de Béziers s'inquiète et y voit, avec une certaine lucidité, « une dynamique pas favorable » à Marine Le Pen. Il évoque « une révolution à droite ». Qu'en serait-il demain « si jamais ça continuait, si demain Marion (Maréchal) se rangeait du côté d'Eric Zemmour, ce serait pour ce camp-là et pour le RN d'une autre ampleur », note-t-il. « C'est une catastrophe pour notre camp [...] On est en train de tout faire pour rater cette élection » présidentielle et c'est « une dynamique qui n'est pas favorable à Marine Le Pen », poursuit-il. Quant à Eric Zemmour, il attire des élus RN parce qu'il a « des mots forts », et parce qu'il n'y a « personne », sauf lui, « qui est capable aujourd'hui de réunir autant de militants » à Cannes (Alpes-Maritimes), où ils étaient 4 000 à le soutenir (1 000 n'ayant pas pu entrer dans la salle). Il pousse son analyse, notant que « ceux du RN qui se rallient à Eric Zemmour savent que, dans tous les cas de figure, ce sera après la présidentielle une espèce de chamboulement dans la totalité de la droite (et) tout le monde se positionne par rapport à ça ». « Ils se disent qu'est en train de se produire un basculement qui va faire que les cartes vont être rebattues [...]. Je crois, qu'à droite, il y a aujourd'hui une révolution en cours ». Et voici que l'ex-ami de Zemmour, ami (futur ex-ami ?) de Marine sort la sulfateuse, déclarant : « Il y a une dynamique pas favorable à Marine Le Pen ». Laquelle doit « arrêter de dire n'importe quoi sur un certain nombre de sujets » (c'est un « ami » qui parle !), lui conseillant de se montrer « rassurant ». Et Ménard de qualifier de « bonne décision » le fait que la candidate RN renonce à la suppression de la double nationalité dans son programme. « Elle a raison de couper avec un certain nombre de totems, de tabous de la droite ou de l'extrême droite, qui sont autant de boulets à ses pieds et qui font qu'on perd systématiquement les élections. » Dernière réponse de Ménard au sujet de ses relations avec Marion Maréchal : « Longtemps que je ne lui parle plus. Nous ne sommes plus tout à fait d'accord ». Dieu, qu'il est drôle !

GILBERT COLLARD EN SES ŒUVRES

Les eurodéputés issus du Rassemblement national, Jérôme Rivière et Gilbert Collard, qui ont rallié Eric Zemmour, ont été exclus mardi 25 janvier du groupe Identité et Démocratie au Parlement européen, où siège entre autres le RN. « Une exclusion vio-

AIDEZ-NOUS ! AIDEZ RIVAROL !

Le directeur de RIVAROL a été condamné le 10 décembre 2021 par la XVII^e chambre du tribunal judiciaire de Paris à 8 000 euros d'amende (sous la forme de 100 jours-amende à 80 euros, ce qui conduit en prison en cas de non-paiement) pour contestation de crimes contre l'humanité et provocation à la haine raciale et devra verser en plus 2 000 euros à l'Organisation juive européenne (OJE), la moitié au titre des dommages et intérêts pour préjudice moral (!) et l'autre moitié pour le remboursement de ses frais d'avocats. Soit 10 000 euros en tout à déboursier, ce qui n'est pas rien.

Si la loi interdit de solliciter des dons pour le paiement des amendes et des dommages et intérêts, en revanche cela est permis pour le paiement des frais d'avocat et des droits fixes de procédure. C'est pourquoi nous invitons tous les rivaroliens qui le peuvent à nous aider, soit par la souscription à des abonnements, de préférence, quand c'est possible, de longue durée, de soutien (175 euros), de propagande (210 euros) ou à vie (2 000 euros), soit par des dons à l'Association des Amis de RIVAROL ou aux Editions des Tuileries. Par chèque, par Paypal, par carte bancaire (en cliquant sur l'onglet « Pour faire un don » en haut de la page accueil de notre site rivarol.com) ou par virement sur le compte de l'Association des Amis de RIVAROL à la Banque postale : IBAN : FR91 2004 1000 0108 6027 7P02 005 BIC : PSSTFRPPPAR

Vous pouvez nous offrir notre plus beau cadeau en ce début d'année 2022 en nous aidant à sortir victorieux de cette épreuve. Merci d'avance à tous de votre aide.

Sursum corda !



lente et illégale » fulmine Collard. Ces départs portent à 21, au lieu de 23, le nombre d’eurodéputés RN au Parlement européen. D’autres départs, dit-on, devraient suivre dans les prochains jours. La délégation du RN au sein du groupe ID, qui était conduite par l’ex-député LR Jérôme Rivière, sera désormais menée par Hélène Laporte. Gilbert Collard, accusé d’être un “mercenaire” par Marine Le Pen, fou de rage (c’est son état naturel, mâtiné cependant de pointes d’humour), a dit vouloir “contester” ces exclusions au sein des instances européennes. Pendant ce temps, Marine Le Pen rencontrait à Madrid des partis alliés en Europe, visant à terme à constituer un groupe commun au Parlement européen, où ces partis sont répartis dans deux groupes distincts. La candidate était accompagnée par l’eurodéputé RN Nicolas Bay, premier vice-président du groupe ID, qu’elle surveille comme le lait sur le feu car il est cité parmi ceux qui, au RN, seraient tentés par rallier Éric Zemmour. En tout cas, sur les plateaux de télévision, l’ambiance est chaude, grâce notamment à Gilbert Collard. Sur CNews, dans « *Morandini Live* », l’eurodéputé était face à Julien Odoul, du RN (l’ancien mannequin qui posait dénudé en couverture dans la revue gay *Têtu*). Gilbert Collard expliquait les différences entre les deux versions de la France proposées par les candidats. Il ajoutait également qu’il ne comptait pas « *dire du mal de Marine Le Pen* » car il s’agit d’une femme politique “courageuse” tout en affirmant que « *Zemmour avait rendu incorrect le politiquement correct* » : des propos qui ont fait rire Julien Odoul, conseiller régional du RN. Fureur de Gilbert Collard : « *Je dispense Julien Odoul de son rire ironique qui m’énerve. D’accord ? On est d’accord ?* », a-t-il érucé, visiblement très énervé. « *Pas vous, monsieur Collard. Allez...* », a alors ironisé celui qui est également le porte-parole du RN. « *Vous avez trahi les électeurs du Rassemblement national. Ayez l’honnêteté de rendre votre mandat de député européen* », a-t-il ajouté. Et Collard d’exploser : « *C’est à cause d’imbéciles comme toi que je suis parti. Je suis parti du RN parce qu’il y a des Odoul dans le mouvement. Des espèces de culturistes de l’imbécillité que Marine Le Pen a appelées auprès d’elle* ». « *Culturistes de l’imbécillité* » : reconnaissons que Collard a le sens de la formule... Et ce dernier de couper court au dialogue en insultant au passage Morandini : « *Vous êtes un faux cul !* » On n’a pas fini de rigoler !

Mais hors de question pour Collard de s’arrêter en si bon chemin. Louis Aliot, maire RN de Perpignan et porte-parole de la campagne de Marine Le Pen, est lui aussi dans son collimateur pour avoir eu l’outrecuidance de réclamer sa démission de son mandat au parlement européen qu’il a obtenu en mai 2019 en se présentant sous la bannière du Rassemblement national, l’accusant au passage d’être un « *mercenaire politique* » chez qui « *la trahison fait partie du personnage* », l’accusant d’être “*en nomadisme*”. Re-fureur de Collard qui s’empressa de rappeler que le traître Aliot a mis volontairement de côté les couleurs et la flamme du RN lors de la dernière campagne municipale de Perpignan en 2020 dans le but, finalement réussi électoralement parlant, de se recentrer. « *Mais qui est donc le grand loyal, le très grand fidèle, le donneur de leçon, l’irréprochable militant... qui n’a*

pas mis le logo du Rassemblement National sur ses affiches aux élections municipales à #Perpignan ? » a dénoncé Gilbert Collard dans un tweet accompagné d’une affiche de campagne de 2020. Aliot lui répliquait : « *On verra bien si ça tient très longtemps chez Zemmour* », qu’il qualifie d’« *aimant à aigris et à jaloux* », racontant qu’aux dernières européennes, Collard avait déjà fait du chantage en menaçant de partir chez Dupont-Aignan s’il ne figurait pas en bonne position. « *Et malheureusement, on a cédé à son chantage* », conclut-il. Re-re-re fureur de Collard... Mais au fait, Collard n’a même pas pris la peine de décrocher son téléphone pour informer Marine Le Pen de sa décision, ce que celle-ci lui reproche. Pas très élégant, certes. Réplique de Collard : Marine Le Pen « *m’a enseigné la manière de procéder. Mon professeur en gouterie a été Marine Le Pen* ». Qu’ils sont méchants et amusants !

ZEMMOUR : PLUS HAUT QUE LES SONDAGES NE LE DISENT ?

Nous avons été les premiers observateurs, à RIVAROL, à évoquer l’éventualité de l’existence d’un « *vote caché* » en faveur d’Éric Zemmour, les sondés n’osant pas exprimer leur intention de vote en faveur d’un candidat “*diabolisé*”. Cette thèse est aujourd’hui de plus en plus prise en considération. Si elle s’avérait juste, cela signifierait que le candidat de Reconquête pourrait compter sur un important réservoir de voix et, peut-être, de créer la surprise au soir du premier tour. Nicolas Sarkozy lui-même estimerait que le potentiel électoral de Zemmour serait largement sous-évalué. *L’Opinion* écrit, le 25 janvier : « *Au siège des Républicains, on note que les courriers d’adhérents appelant les dirigeants du parti à davantage prendre en considération ce que dit Éric Zemmour n’ont jamais cessé depuis l’automne.* »

L’application d’intelligence artificielle Qotmii, basée sur l’analyse des réseaux sociaux et les interventions médiatiques place même Zemmour en tête des candidats à l’élection présidentielle. La ferveur dans les meetings constitue un autre indice. L’inquiétude monte tant chez LR que chez les macronistes. L’alliance de Pécrese avec les centristes n’est pas franchement dans l’air du temps, pas davantage que les attaques du RN contre les propos radicaux de Zemmour. *L’Opinion* cite les propos assez maladroits d’Agnès Evren, porte-parole de LR sur BFMTV, le 25 janvier : « *La base est très radicalisée, mais pas les cadres.* » Ce qui revient à reconnaître que Zemmour disposerait d’un important réservoir de voix. Cela dit, restons prudent car, pendant de longues années, Jean-Marie Le Pen faisait d’excellentes audiences télévisées et pourtant il n’a été jamais élu à l’Élysée.

“THÉRAPIES DE CONVERSION” : MAIS OÙ ÉTAIENT LES DÉPUTÉS RN ?

Le Parlement vient de créer un délit contre les pratiques visant à modifier l’orientation sexuelle ou l’identité de genre d’une personne. Ces pratiques abominables, « *l’antithèse de nos valeurs républicaines* », comme l’a affirmé Elisabeth Moreno, ministre déléguée à l’Égalité entre les femmes et les hommes, visent à encourager l’hétérosexualité chez les personnes lesbiennes, gays, bi et trans (LGBT). Adopté à l’unanimité par les 142 députés présents, le texte crée un nouveau délit dans le Code pénal, punissant ces pratiques d’au moins deux ans d’emprisonnement et de 30 000 euros d’amende. « *Plus personne ne pourra prétendre, sous peine de sanctions pénales, pouvoir guérir les LGBT* », a salué le député LREM, Laurence Vanceunebrock, qui a porté le texte. Lequel a été voté à l’unanimité des présents. Mais où étaient les députés mariniistes ? Mystère... En tout cas, on ne peut jamais compter sur eux quand il s’agit de défendre la morale naturelle et la famille traditionnelle et de lutter

contre la théorie du genre. Mais ce n’est pas étonnant puisque Marine Le Pen a transformé le parti en lupanar pédérastique !

ET VOICI LES POUPÉES SANS VISAGE !

« *C’est Allah qui crée, donc il est interdit de représenter des humains, et donc des visages* ». Qu’on se le dise. L’émission « *Zone interdite* » diffusée sur M6 nous a fait découvrir des boutiques, notamment à Roubaix, où l’on vend des poupées sans visages. On y découvre qu’un certain nombre de sites — en français et domiciliés en France — en commercialisent tout un éventail, depuis plusieurs années, sans que cela semble émouvoir grand monde : Muslimshop, marque déposée par la société Neodya, sise à Brech dans le Morbihan, propose notamment un modèle nommé “*Zainab*”. Easydin, dont le siège social est à Courcouronnes (Essonne), les présente dans son rayon enfants, à côté d’abayas (vêtement féminin porté au-dessus des autres, couvrant tout le corps), les tailles disponibles allant de 2 à 12 ans. Comme chantait Maurice Chevalier : « *Et tout ça, ça fait d’excellents Français...* »

UNE HISTOIRE AMUSANTE

Francis Bergeron nous raconte dans *Présent* une histoire amusante qui se passe à l’extrême sud du Berry, une région qu’il connaît bien. En 2020, Spike Grœn a en effet été élu maire sans étiquette de Saint-Gilles à l’âge de 19 ans. La *Nouvelle République*, l’unique quotidien local, de sensibilité socialiste, avait dressé un portrait des plus flatteurs du nouveau maire, le plus jeune du département, qui était aussi l’un des plus jeunes de France. Le “localier” de *La Nouvelle République* en tomba quasiment amoureux : il était si beau, avec « *des cheveux roux en bataille, une barbe impeccablement taillée, les pointes de sa moustache soulevées. Derrière ses lunettes aux verres fumées et son style élégant, si on ne le sait pas, on ne peut imaginer qu’il soit le maire de Saint-Gilles* » Las, celui qui racontait qu’il avait hésité à faire une carrière militaire pour « *devenir officier de marine* » (cela aurait dû alerter) ne tardait pas, raconte Bergeron, à rejoindre LR. Jusque-là, c’était acceptable. Mais voici que début octobre, le jeune homme annonce qu’il donnera sa signature à Eric Zemmour et qu’il a accepté de prendre la présidence de son comité de soutien départemental. Pour *La Nouvelle République*, c’est une souffrance inouïe. Nicolas Forissier, le député LR local et ancien ministre chiraquien, exige sa démission. Celui-ci s’amuse : « *De plus en plus de LR adhérent et collent avec nous. S’il veut les virer, il faudra virer la moitié du parti.* »

BRUNO MÉGRET SOUTIENT ZEMMOUR

Dans un entretien accordé à *L’Express* et mis en ligne le samedi 29 janvier, Bruno Mégret, ancien numéro 2 du Front national dans les années 1990, fondateur du Mouvement national républicain (MNR) issu de la scission de 1998 avec le Front national, retiré de la vie politique depuis 2008, apporte son soutien au candidat de Reconquête. « *Je soutiens Eric Zemmour* » pour « *une victoire de la vraie droite* », dit Bruno Mégret qui dénonce l’absurde stratégie de normalisation de Marine Le Pen. Il estime que « *la droite est dans une dynamique de victoire* ». Elle a, dit-il, « *remporté une victoire idéologique sur la gauche, dont les thèmes traditionnels sont en plein déclin* ». Il note que « *les idées de droite contre l’immigration, l’insécurité ou le mondialisme, autrefois diabolisées, sont maintenant au premier plan des préoccupations des Français* », et constate que « *la famille Le Pen est en train de se décomposer* ». Et Mégret d’ajouter sur BFMTV qu’il a eu politiquement raison trop tôt...

ENCORE DES RALLIEMENTS D’ÉLUS...

C’est au tour de Jean-Guillaume Remise, conseiller régional RN en PACA depuis 2015, de rallier Reconquête, affirmant que Zemmour est celui qui permettra de briser le « *cordon sanitaire* » qui a permis à la gauche de se maintenir au pouvoir, tout en étant minoritaire dans la société française. Il note dans une tribune parue dans le très zemmourien *Valeurs Actuelles* : « *le RN a refusé d’assumer un positionnement à droite, draguant sans succès la gauche de la gauche. Marine Le Pen a, à cette occasion, rejoint la cohorte des bien-pensants* ». Il poursuit : « *La men-*

talité obsidionale du Rassemblement National se manifeste aussi bien dans ses relations vis-à-vis de la société civile et de l’ensemble du paysage politique français que dans son fonctionnement interne étouffant, qui ne fait aucune place à la démocratie interne ». Et Jean-Guillaume Remise d’analyser : « *Le RN a broyé pour des motifs fallacieux tellement de cadres par des procès quasi soviétiques qu’il ne regroupe désormais que des cadres et élus qui s’apparentent plus à un club de groupies hostiles à toutes les critiques, même exprimées de façon constructive. La peur des purges et des brimades récurrentes font qu’ils sont nombreux à se taire. La mauvaise gestion des ressources humaines du RN explique pour une part l’émergence d’Eric Zemmour et de son parti dans le jeu politique* ». Il ne fait aucun doute qu’il n’y aurait pas tant de départs et de malaise aujourd’hui si le parti mariniste n’était pas conduit de manière tyrannique et clanique, Marine Le Pen décidant de tout avec le rose tandem d’Hénin-Beaumont ! Marine Le Pen obtiendra-t-elle ses 500 parrainages ? C’est très probable, le Système, et singulièrement les LR, ayant mathématiquement intérêt à une double candidature Zemmour et Le Pen. Toutefois, cela ne sera pas une simple formalité : l’ex-présidente du RN dispose en apparence d’un confortable matelas d’élus européens, régionaux et départementaux (près de 300 au total). Mais, comme nous le constatons, semaine après semaine, l’hémorragie s’accélère. Et puis, le RN ne dispose plus, à force de purges, d’un réseau de cadres et de militants déterminés, capables d’aller chercher les parrainages « *avec les dents* », pour reprendre une formule de Jacques Chirac. Il reste toutefois la possibilité d’un coup de pouce du système au dernier moment. Ce qui ne semble guère faire de doute et pour Zemmour et pour Marine Le Pen !

LA DESCENTE AUX ENFERS DE MARINE LE PEN

Le déplacement à Madrid de Marine Le Pen, où elle devait rencontrer des responsables de mouvements identitaires européens a, littéralement, tourné en eau de boudin. Les départs successifs de cadres dont Damien Rieu, Jérôme Rivière et Gilbert Collard, dans les jours précédents, au profit d’Éric Zemmour, le refus explicite de Marion Maréchal de soutenir sa tante, ont créé un climat totalement hystérique dans la délégation du RN. Nicolas Bay, dont on évoque le prochain ralliement à Zemmour, et qui a refusé par trois fois sur BFMTV d’exprimer son soutien durable à Marine Le Pen, était curieusement du voyage. Sans doute une ultime tentative de Marine Le Pen de le retenir...

Les insultes et les menaces ne tardèrent pas à voleter. Elle exigea une clarification des intentions de ceux qu’elle soupçonne de vouloir la trahir, déclarant, folle de rage, à l’attention notamment de Nicolas Bay : « *Ce qui veulent partir, qu’ils le fassent maintenant. On peut changer de camp, mais il faut le faire maintenant* », ajoutant : « *Ce qui est insupportable, c’est la taqiya (la dissimulation) qu’ils reprochent aux islamistes* ». On devine l’ambiance... Mais ce n’était pas fini. « *On t’amène ici, on fait tout, et tu craches que tu veux te barrer [...] tu n’es rien sans Marine...* » a lancé un proche de la candidate. « *C’est quoi tes valeurs Nicolas ? La loyauté ? Barre-toi maintenant plutôt que de bouffer le plus longtemps possible au râtelier* » a également érucé Caroline Parmentier, attachée de presse de Marine Le Pen et ex-rédactrice en chef de *Présent*, “belle-sœur” de Francis Bergeron qui, elle, naturellement, ne saurait être soupçonnée de vouloir « *bouffer le plus longtemps possible au râtelier* ». Des propos qu’elle a confirmés à l’AFP. Réponse concise de Nicolas Bay : « *Ta gueule !* » Il paraît qu’ils ne se sont pas adressés la parole dans l’avion, au retour... Quelle belle ambiance décidément dans les cercles mariniistes !

Robert SPIELER.

PETITES ANNONCES

— Désireux de quitter Paris et de m’installer à Nice au cours du premier semestre 2022. Un petit logement pour une personne — petite superficie — me conviendrait en location, loyer raisonnable. Tél. : 06-67-08-53-88.

— SAS S.F.D.A. Bâtiment tout corps d’état 54 rue René Boulanger 75010 Paris. Tél. : 06-25-62-46-69 ou 01-45-84-39-31. sfdabatiment@gmail.com Ch. Luigi. RCS Paris 820 330 629. Désinfection maison, appartement, traitement des charpentes anti-nuisible-covid 19.



(Dessin de Chard)

L'hydre de l'Imposture prête à se dupliquer

PAR QUEL bout faut-il prendre l'écheveau de l'actualité ? Comme tout est lié, quel que soit le fil tiré, il mène toujours au centre de la conspiration visant à la mainmise de l'État-profond mondial sur nos destinées et aux manœuvres cousues de fil blanc pour faire réélire Macron ou son double à la tête d'un pays en déconstruction accélérée. Ce sera donc lui ou son clone, la femme Pécresse, dont la caractéristique majeure est d'avoir une moindre envergure dans la soumission aux forces ténébreuses du mondialisme qu'Ursula Von der Leyen⁽¹⁾, présidente du politburo européen siégeant à Bruxelles. Au reste tout nœud gordien aura la tête tranchée et ses linéaments tombés au sol iront rejoindre les fosses septiques dans l'insupportable pauteur de l'histoire contemporaine. Vite !

Commençons par la stratégie de maintien du pouvoir mondialiste aux commandes de la France réduite aux acquêts, soit une mosaïque polyethnique, pluriconfessionnelle parlant un sabir infantile ou un pidgin désigné par le terme de *“globish”*. Ceux qui entendent analyser le supposé machiavélisme de Macron voient en la candidature de M. Z. « l'occasion d'opposer deux récits antagonistes et d'ainsi réactiver le clivage entre progressistes et nationalistes ». En somme cliver, opposer pour l'emporter, recette vieille comme l'humanité. Alors que le format idéal (et attendu) eût été une nouvelle confrontation avec Mme Le Pen. Mais, celle-ci étant parvenue à suffisamment se dédiable pour s'inscrire peu ou prou dans le paysage politique — au prix de contorsions inouïes et d'épurations successives dont certaines bénéficient maintenant au candidat du Parti glorieusement baptisé “Reconquête” — elle pourrait peut-être représenter, dans la conjoncture actuelle, une (petite) menace électorale pour le candidat Macron.

MACRON CANDIDAT À SA PROPRE SUCCESSION

Macron postule à sa propre succession mais sa ligne directrice n'est pas strictement — souignons-le — celle de la prospérité financière des mégas groupes qui sont en train de restructurer géopolitiquement la sphère occidentale (Europe/Nord-Amérique/Japon/Australie/Nouvelle-Zélande) devenue le champ d'expansion de ces nouvelles féodalités. Qu'elles soient fonds de pension ou d'investissement, géants de la Silicon Valley, industries pétrochimiques et du médicament, de l'armement et de l'aéronautique, etc., ces puissances économiques transnationales prennent en effet peu à peu le relais des États (et tendent à s'y substituer) dans l'organisation de la planète. Les fiefs ne sont plus territoriaux mais des secteurs économiques par définition sans frontières. Exception faite (encore partiellement) du Bloc eurasiatique : Russie, Inde, Chine, Indonésie. Tout cela mériterait évidemment d'être nuancé.

Dans ce large schéma, Macron a pour fonction première de fonder la France dans une Union qui n'a bien entendu d'européenne que le nom. La France est appelée à être complètement et sans retour ingérée et digérée par le super reptile qui s'appelle *“mondialisation”* (ou *“gouvernance mondiale”* si vous voulez) dont les puissants acides gastriques sont les idéologies 2.0 : wokisme, indigénisme, décolonialisme, antisépisme, transsexualisme, liste non exhaustive ! En vérité, ce sont de nouvelles formes de l'archaïque chimère communiste (la réminiscente nostalgie de la promiscuité primitive) : tous égaux comme dans la *Ferme des Animaux* (Orwell, 1945), certains étant [voir infra]. Le camarade directeur avait, dans l'espace soviétique, remplacé l'odieux patron capitaliste, mais, en vérité, rien n'avait changé. Le partage du pouvoir n'existe pas (parce qu'il est une nécessité tout autant sociale qu'inscrite dans la nature des choses) et celui qui s'efface, cède le haut du pavé, est aussitôt remplacé par son ombre et son ennemi. Il n'y a jamais de *“Révolution”* proprement dite, mais substitution d'un groupe dominant par un autre et

1. Rappelons que cette dernière a décoré en grande pompe Albert Bourla, patron de la firme Pfizer, société condamnée par la justice fédérale américaine en 2009 à 2,3 milliards de dollars de pénalités sur un total de 4,7 milliards (et à 34 milliards de condamnations par différents États). En outre Von der Leyen vient tout juste de refuser l'accès légal à sa correspondance avec Bourla alors qu'elle négociait en avril 2021 au nom de l'Union, l'achat de 1,8 milliard de doses supplémentaires (sur un marché de 4,2 milliards d'unités) du vaccin au prix de 19,50 euros au lieu de 15,50 précédemment, cela pour un montant de 35 milliards d'euros.



Complicité dans le crime ou grand amour ? 10 novembre 2021, Von der Leyen, remet un “Leadership Award” de l'Atlantic Council à Albert Bourla, né de “rescapés” de la shoah et pdg des laboratoires Pfizer.

ce, de façon plus ou moins brutale, discrète, sordide ou sanglante. Pensons à l'Épuration qui fut en soi une Révolution marquée par l'élimination d'un groupe ayant perdu la main et son remplacement violent par un autre. En dépit des apparences d'un retour à la démocratie. Les mots ont été inventés pour habiller la réalité d'un voile de décence, au moins provisoire. Des mots d'hier et d'aujourd'hui qui sont les habits neufs du Président Mao, et le cas échéant, ceux des grandes transformations, tournants ou restructurations historiques.

DES ENJEUX IN FINE IDÉOLOGIQUES

Des enjeux *in fine* “idéologiques” qui transmutent les objectifs primaires de pouvoir matériel : on voit avec les Soros et les Gates que le gros argent est mis au service de la Démocratie (*Open Society Foundations*), de la Paix ou par exemple de la Santé des peuples via la vaccination universelle. Ceux qui depuis le début du XXe siècle sont qualifiés de philanthropes (amis du genre humain) sont ceux qui ont le plus souvent financé les révolutions et les guerres à travers le monde⁽²⁾. C'est en ce sens que Macron annonce qu'à l'occasion de sa présidence du Conseil des ministres de l'Union, il œuvrera à faire *“progresser”* l'Europe dans les domaines du « *défi climatique* », de la « *révolution numérique* », de « *nos sécurités* ». Son action, face au « *dérèglement du monde* », sera orientée en faveur de la Paix (ce qu'il a commencé à faire en prévoyant d'envoyer un contingent armé en Roumanie aux frontières d'une Russie menaçant — prétendument — d'envahir l'Ukraine), la vocation de l'Europe étant de s'ériger en « *puissance d'équilibre* » parce que notre « *modèle possède une vocation universelle* ». Selon son habitude, Macron n'a pas peur des mots et la grandiloquence semble être sa marque de fabrique. Ce qui le conduira à conclure « *une nouvelle alliance avec le Continent africain* ».

L'idée n'est pas tout à fait neuve, ce fut celle du président Sarkozy, vite abandonnée après le calamiteux discours de Dakar (26 juillet 2007). Depuis, la France s'est illustrée au Centrafrique (où le groupe paramilitaire Wagner a depuis pris ses quartiers) et au Sahel avec le succès que l'on sait. Rien de nouveau donc sous le soleil de Satan, mais pour briller devant le Parlement de Strasbourg, aucune envolée lyrique n'est assez bonne, surtout quand l'ambition rime avec prétention. Au bout du compte, l'Union européenne sous la houlette de notre fringant foutriquet, devra associer les Balkans à son glorieux destin dont la réussite est si visiblement éclatante. Sachant que les partisans de l'Europe constituent en France une partie non négligeable du socle électoral présidentiel de 2017, le court mandat européen du gouvernement français (l'hôte de l'Élysée n'en étant que le porte-drapeau), servira à la promotion du candidat Macron aux prochaines élections. À ceci près que, même réélu, avec quelle majorité pourra-t-il gouverner ?

Apparemment peu lui chaut, car Macron semble décidé à multiplier d'assez méprisables manœuvres électorales, segmentant autant que possible le marché des votants, il dira à chacun ce qu'il désire entendre. Il se rendra ainsi à Lens et à Liévin dans le Pas-de-Calais les 2 et 3 février ; le moment est venu de se souvenir des “chtis” et du bassin minier réduit à l'oubli et à l'indigence. Mais le coup d'envoi

2. Un beau spécimen de cet altruisme exemplaire fut incontestablement Jacob Hirsch Schiff (1847-1920), lié par son père à l'empire Rothschild, il finance le Japon dans sa guerre contre la Russie (1904-1905) puis, en 1917, Léon Trotski qui sera l'un des pires bourreaux du peuple russe. Voir son impressionnante biographie : wikipedia.org/wiki/Jacob_Schiff

des repentirs tardifs a été donné le 26 janvier à la présidence par une infiniment tardive repentance vis-à-vis de « *la grande famille des rapatriés d'Algérie* », en particulier celle des Pieds-Noirs, victimes directes ou indirectes de la tragédie de la rue d'Isly à Alger le 26 mars 1962, au motif « *de construire à terme une mémoire apaisée, partagée, commune à tout ce qu'ont été jusque-là les mémoires liées à la guerre d'Algérie et à la colonisation* ».

L'OMBRE PORTÉE PAR LA TRAGÉDIE ALGÉRIENNE

En 2017, juste avant son élection, l'ex-ministre du président Hollande avait déclaré, sur une chaîne de télévision algérienne, que la colonisation était à ses yeux un « *crime contre l'humanité* » et une « *vraie barbarie* ». Devenu Président, il envoie à Alger Gérard Darnain, fils de harki, déposer le 8 novembre 2020 une gerbe aux pieds du Mémorial des Martyrs. Bel hommage aux égorgés d'hier, là encore de la repentance à sens unique alors que les caciques algériens vivent sur une rente mémorielle et une haine savamment cultivée⁽³⁾ qui les exonèrent de toute responsabilité dans la faille de leur pays, lequel survit tant bien que mal grâce à la rente pétrolière que leur concèdent sous forme de royalties nos bons amis américains, les mêmes qui, aux années noires des Événements d'Algérie, contribuaient à armer l'ALN, l'armée de libération nationale. Récemment encore, la police française était accusée d'avoir perpétré un “massacre” (au demeurant parfaitement imaginaire) lors de la manifestation du FLN algérien le 17 octobre 1961 à Paris. Au reste, quand les légendes noires s'incrument dans l'imaginaire collectif, il devient difficile de les en déraciner, de là tant d'« *heures sombres* » dans notre histoire. Et puis le récit de l'impérissable culpabilité de la Nation française est si utile à légitimer une colonisation à rebours. Aujourd'hui Alger refuse d'accueillir les sans-papiers expulsés. Raison pour laquelle, si demain M. Z. parvenait à se hisser au sommet de l'État, il s'exposerait à de graves déconvenues le jour où il voudrait réexpédier à l'envoyeur les criminels et délinquants algériens qui encombrant nos prisons, car combien d'accords et de traités devrait-il révoquer pour y parvenir ? M. Z. parle d'abondance et nous berce de vains espoirs, mais faire est une toute autre affaire !

Dans son exercice d'un cynisme inégalé (qui fit pleurer l'inepte Robert Ménard), Macron a évoqué le mitraillage à bout portant — « *impardonnable pour la République* » — de Français d'Algérie (trois départements pleinement rattachés à la métropole) de la rue d'Isly. Une boucherie perpétrée par le 4^e régiment de tirailleurs algériens (composant de nombreux repentis de l'ALN) placé sous les ordres du général Capodanno, commandant le secteur d'Alger, lui-même sous l'autorité du général Katz⁽⁴⁾... « *Nous sommes en période insurrectionnelle, toute manifestation est maintenant un mouvement insurrectionnel ordonné dans un but insurrectionnel* », telles étaient les instructions tombées d'en haut. Les supplétifs algériens de la déplorable politique du général De Gaulle, ouvrirent derechef le feu, sans sommation, sur une foule désarmée et pendant de longues minutes malgré les hurlements et les cris de « *Halte au feu* ». On recensera officiellement cinquante morts (parmi lesquels deux fillettes d'une dizaine d'années) et deux cents blessés. Le massacre est intervenu sous couvert de De Gaulle qui avait fait transmettre des directives strictes à l'armée. Le soir même du 26 mars, s'exprimant à la télévision, celui-ci n'eut d'ailleurs pas un seul mot pour les malheureuses victimes. En fait, De Gaulle s'est débarrassé de l'Algérie d'une manière presque aussi expéditive que Mendès France qui avait largué l'Indochine en quarante-huit heures chrono à Genève, le 20 juillet 1954. Pour la plus grande joie des Américains qui n'ont eu de cesse après 1945 de démanteler les empires coloniaux européens et particulièrement ce

3. Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale algérien, Hachemi Djaâboub, a ainsi qualifié la France d'« *ennemi éternel et traditionnel* » au cours d'une séance de questions orales au Sénat algérien le jeudi 8 avril 2021.

4. Le barrage à l'entrée de la rue d'Isly était tenu par 45 tirailleurs du 4^e RT du colonel Goubard, lui-même se trouvant à son poste de commandement à plus de cent kilomètres d'Alger. La consigne venue du quartier général fut transmise par le commandement de la X^e région militaire aux soldats du barrage de la rue d'Isly en ces termes : « *Si les manifestants insistent, ouvrez le feu* » ; un ordre non écrit, et suivant d'autres sources, un ordre imaginaire.

qui demeurait de l'ex-empire français. Une politique qui coûta cher à l'Amérique, laquelle devait s'embarquer un peu plus tard dans une guerre cruelle, aussi dévastatrice moralement, humainement et matériellement, qu'inutile.

MACRON, “HOMME DE DROITE” ?

La révolution cosmopolite en cours n'est évidemment ni de gauche ni de droite. Elle est tout à la fois et Macron n'est que l'un de ses sous-prophètes, accessoirement délégué commercial de General Electric et de Pfizer comme tous ses homologues sortis du même cuveau puant de l'idéologie mondialiste. Comme déjà dit maintes fois, la subversion marxiste-léniniste s'est prolongée sans relâche jusqu'à présent. Ceux qui se sont polarisés sur la lutte des classes n'ont pas compris que cela n'était pas le but suprême de la religion athée par essence qu'est le matérialisme historique. Son but suprême (à la suite de l'immense cohorte des utopistes qui rêvent d'accomplir le bonheur du genre humain au sein d'une société caporalisée et collectiviste) n'est rien d'autre que l'Égalité avec en préalable obligé la disparition de la propriété privée. Point à la ligne.

Dans cette perspective, l'émancipation de la classe ouvrière n'a jamais été pour Lénine — avant-gardiste de l'actuelle tyrannie messianique qui tente de s'imposer — à l'automne 1917, qu'au mieux un moyen, au pire un prétexte justifiant la mise au travail forcé du prolétariat ou sa déportation vers les bagnes des déserts subarctiques. Mais le monde ouvrier ayant déclaré forfait et s'étant *“embourgeoisé”* (et la Chine populaire ayant pourvu à son Grand Remplacement), le nouvel Eden que l'on faisait miroiter sous le nez de masses ébahies — demain on rase gratis, le travail n'existe plus avec la panacée du salaire universel, le temps des cerises sans limites, — « *Pensez printemps* » nous avait dit le sieur Macron — devait impérativement faire peau neuve. La lutte des classes s'est alors muée en guerre des sexes, des races... Bref, elle a radicalement changé de visage, tandis que le but restait inchangé : instaurer la termitière humaine globale sous la férule d'une poignée d'élus, oligarques ou caste sacerdotale, peuples prêtres prédestinés depuis toujours à guider l'humanité vers l'auge salvatrice du consumérisme *ab libitum*. Avec, il est vrai, en contrepartie, au départ l'avortement libre et gratuit, un « *droit sacré* », et à l'arrivée l'euthanasie de confort !

Les troupes combattantes du nouvel ordre moral durable et équitable ne sont plus désormais les travailleurs et les salariés, mais tous les *“tarés”*, les asociaux, les marginaux, les laissés-pour-compte du système et ceux qui sont animés d'un ressentiment pathologique à l'égard de la foule anonyme des gens jusqu'ici considérés comme “normaux”. Les minorités sont, à ce titre, les fers de lance du combat macronien et de tous les « *delirium tremens* » inclusifs et transversaux... Marcuse l'avait théorisé, Macron, Trudeau & Cie le font. Notre bellâtre nous avait prévenu : « *on se fout des programmes, ce qui importe, c'est la vision* » [RTL, 1^{er} décembre 2016] c'est-à-dire un plan de restructuration sociétal de fond en comble : l'inversion générale que propose la cabale, ce messianisme indépassable sur lequel nous butons à chaque pas, idéologie directrice du monde moderne telle que révélée, exposée et explorée par l'érudit Gershom Scholem (1897-1982).

Croyez bien que tout ce qui nous arrive n'est pas gratuit, bien naïfs ceux qui croient encore qu'il s'agit d'une simple volonté de puissance ou d'un esprit de lucre de la part d'individus plus ou moins détraqués. Il s'agit d'un projet eschatologique, ce pourquoi l'enjeu des élections d'avril dépasse de très loin le sort de la France qui sombre dans une consternante perte du sacré. Il est question du destin de la civilisation et, au-delà, peut-être, de l'humanité elle-même. Gare à ceux qui prêchent la lumière en ensemençant les ténèbres. Le porte-parole de Macron déclarait le 30 janvier (*in Le Parisien*) : « *L'absence de débat est le fait des candidats déclarés. Ils installent une campagne de morts-vivants : tout est noir, pessimiste, nostalgique... Emmanuel Macron a, lui, fait entrer notre pays dans le temps des conquêtes* ». Et quelles conquêtes, la ruine économique, la perte de la souveraineté énergétique, la peur et la mort programmée sous l'égide de Big Pharma en attendant Big Brother...

Léon CAMUS.

L'OTAN veut-elle une guerre en Ukraine ?

DÉPUIS deux mois, nous subissons en permanence une propagande de l'OTAN au sujet de l'Ukraine. La Russie serait sur le point d'envahir ce pays indépendant, de la taille de la France, situé entre la Pologne et la Roumanie à l'Ouest, membres de l'OTAN, et la Russie à l'Est — très largement, du Nord-Est au Sud-Est en Crimée —. Ce discours, qui n'est pas nouveau, qui a par exemple beaucoup servi en avril 2021, et il ne s'est finalement rien passé à cette époque, sert bien davantage à resserrer la solidarité au sein de l'alliance qu'à secourir l'Ukraine. En effet, l'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN, et il n'est pas question, même à Bruxelles, quartier général de l'OTAN, ou à Washington, la seule superpuissance dominant à l'évidence l'ensemble, d'intervenir militairement directement en sa faveur. Quoi qu'il arrive, la troisième guerre mondiale n'aura pas lieu.

Néanmoins, les pays de l'OTAN expédient des armes légères à Kiev, principalement des missiles antichars, ce qui n'est nullement anodin, mais insuffisant pour vaincre une éventuelle invasion russe ; l'Allemagne, tiraillée entre des intérêts économiques gaziers la liant à la Russie, une tradition pacifiste affirmée depuis 1947, et la pression des autres membres de l'OTAN, a envoyé à Kiev quelques milliers de casques, soit un équipement militaire non offensif, ce qui a fait sourire.

La Russie, provoquée, va-t-elle finir par envahir effectivement l'Ukraine ?

UNE HYSTÉRIE MÉDIATIQUE DÉNONÇANT UNE INVASION RUSSE DE L'UKRAÏNE

Les media états-unis, qui sont particulièrement diffusés dans le monde, regardés et compris partout — l'anglais américain étant devenu *de facto* la langue de communication internationale —, entretiennent donc cette hystérie au sujet de l'Ukraine. Le public états-unien est sommé d'y adhérer, au nom d'un patriotisme réactivé de la Guerre Froide des années 1950. C'est particulièrement le cas de CNN. Or Poutine, quoi qu'on en pense, n'est tout de même pas Staline, et les Etats-Unis ont d'ailleurs bien changé aussi, pour le pire, en 70 ans. Ce thème est à peine moins absurde que celui concurrent de Poutine, nouvel Hitler, et la réédition en cours de 1938, avec l'Ukraine dans le rôle de la Tchécoslovaquie, et le refus de tout « *nouveau Munich* ». Rappelons que la propagande russe contrarie ne vaut d'ailleurs guère mieux avec les « *néonazis* » de Kiev — présidés pourtant par le juif ukrainien Zelensky ! — qui planifieraient un « *génocide* » des Russes d'Ukraine orientale. La comparaison avec Hitler finit toujours très vite dans l'absurde...

Dans cette ambiance particulière, la seule chaîne américaine à résister, en partie, est celle de droite, les Nouvelles du Renard (*Fox News*), qui conserve souvent un discours critique et rationnel, bien que de tendance hélas sioniste. Le présentateur-vedette Tucker Carlson a développé une tirade déjà célèbre sur le métier de journaliste, consistant à établir ou vérifier les faits, et, en l'espèce, non, fin janvier 2022, les chars russes ne sont pas dans les rues de Kiev ; il ne faut pas entretenir une hystérie collective, aux conséquences potentielles dangereuses. Ainsi, l'agression verbale américaine, très mal prise à Moscou, pourrait déclencher effectivement le conflit officiellement redouté. Enfin, plutôt que de vouloir défendre à tout prix la frontière de l'Ukraine Orientale, Biden pourrait s'aviser de se concentrer sur la protection de celle de son pays avec le Mexique, submergée à flux continus d'immigrés clandestins, par millions, ce qui ne dérange nullement les bellicistes progressistes ukrainophiles.

Le président Biden a appelé fin janvier, en plusieurs messages, un temps contradictoires, les familles des diplomates à Kiev, le personnel non essentiel de l'ambassade, soit des mesures extrêmes, correspondant au scénario annoncé, celui d'une invasion russe massive imminente. Il a eu un échange téléphonique le jeudi 27 janvier avec le président ukrainien à ce sujet. Zelensky aurait manifesté pour la première fois son agacement, en termes à peine diplomatiques. Non, les chars russes ne sont pas en train d'envahir l'Ukraine. Il serait au courant. Et cette hystérie de Washington finit par avoir de très fortes conséquences négatives en Ukraine.

En effet, ce discours alarmiste revient à manifester à l'évidence peu de confiance dans les capacités de l'armée ukrainienne pour résis-

ter à cette invasion russe annoncée. Zelensky perd ainsi beaucoup de crédit sur le plan intérieur. Son gouvernement, comme son armée, risquent une franche démoralisation.

De même, ce discours anxiogène de Biden, plus insistant que jamais, mais qui remonte au printemps 2021, a provoqué une véritable crise économique en Ukraine. Les investisseurs étrangers s'enfuient littéralement, soit d'eux-mêmes, soit poussés par les assurances. Les entreprises locales éprouvent de grandes difficultés pour emprunter. L'Ukraine, à défaut d'une hypothétique invasion russe, subit donc une récession très réelle. Le contexte de la récession de 2020 lié à l'hystérie au Covid 19 n'a rien arrangé.

Du reste, l'Ukraine subit un marasme économique permanent depuis les années 1980, avant même la fin de l'URSS, et, contrairement à la Russie voisine, il n'y a eu aucune vraie reprise durable depuis. Un capitalisme mafieux de prédation s'est imposé sur les ruines du socialisme. Le pays est très corrompu. Zelensky a complètement échoué dans son ambition prométhéenne de purger le pays de la corruption systémique, structurelle ; la justice bloque toutes les enquêtes, qui n'aboutissent jamais ou presque.

Enfin, l'Ukraine réalise depuis le printemps 2014 un difficile effort de guerre dans ses confins orientaux, qui pèse sur la population et l'économie. Si l'intensité des combats est réduite depuis l'automne 2014, des échanges de tirs ont lieu régulièrement, causant chaque année des centaines de morts, ce qui n'est pas rien.

Ainsi, les éléments s'accumulent donc pour entretenir la ruine économique de l'Ukraine. Le pays a perdu récemment 3 millions d'habitants sur les 43 théoriques, à la recherche d'une vie meilleure plus à l'Ouest, en particulier en Pologne, en Allemagne, au Royaume-Uni.

En cas d'invasion russe effective, les flux d'émigration deviendraient absolument massifs, avec une crise majeure de réfugiés, peut-être jusqu'à 5 ou 6 millions, voire davantage, pour une fois authentiques et européens, affectant l'Union Européenne. Pour des raisons politiques, la frontière polonaise leur serait ouverte. Cette perspective devrait inciter les dirigeants de l'UE à la prudence ; ce n'est absolument pas le cas ; ils cultivent l'hystérie belliciste antirusse. Cette dernière affecte même les partis patriotiques polonais et hongrois, pourtant pertinents sur bien d'autres sujets ; on est surpris d'avoir trouvé, pour une fois et une seule, une attitude de bon sens chez Marine Le Pen, refusant de suivre ses correspondants sur ce terrain dangereux.

LE POINT DE VUE RUSSE

Nous avons déjà présenté sur presque deux pages de RIVAROL, en décembre 2021, essentiellement le point de vue des nationalistes russes sur l'Ukraine : elle serait une Nation au moins partiellement artificielle, dont une bonne moitié au moins du territoire, soit l'Est et le Sud du pays, en large partie russophone, devrait être rattachée à la Russie, vraisemblablement sous la forme d'une république-sœur formellement indépendante de "Nouvelle-Russie".

Poutine, celui qui décide vraiment en Russie, n'est pas un nationaliste *stricto sensu*, et certainement pas un nationaliste doctrinaire, mais seulement un patriote. Il ne pense pas qu'existerait un devoir sacré de "libérer" la Nouvelle-Russie, mais n'hésiterait pas pour autant à saisir des opportunités de renforcer le flanc méridional fragile de la Russie, et d'éviter la consolidation durable d'une Ukraine construite autour du rejet de la Russie et de l'intégration, sous des modes divers, au bloc occidental dirigé par Washington. Le président russe réfléchit aussi sur le long terme, et ne veut absolument pas à l'échéance de 15 ou de 20 ans d'une Ukraine pleinement membre de l'OTAN et de l'Union Européenne, toutes les deux très hostiles à la Russie, que ce soit dans les logiques territoriales ou dans les combats des "valeurs".

La Russie, marquée par le christianisme orthodoxe — resté, au moins en apparence, relativement sérieux, contrairement à François Zéro ou aux anglicans et luthériens progressistes —, patriote, est globalement moins antipathique que l'Europe cosmopolite et LGBTIQ+. Cependant, un régime adapté à la Russie, qui n'est déjà pas sans défauts pour elle, n'est pas imitable dans le cadre culturel différent de l'Europe Occidentale — même en suivant sa culture historique trop occu-



te — ; et nous ne sommes pas de ceux qui rêvent d'une "*libération*" de la France par les chars russes ! Il n'est pas certain qu'ils finissent par "libérer" Kiev, qui ne veut du reste surtout pas l'être, sans parler, sur la route de l'Ouest, de Varsovie ou de Budapest, pour des raisons nationales et historiques évidentes. Les forces russes, nombreuses, bien équipées, déjà positionnées autour de l'Ukraine, en ce début février 2022, pourraient balayer en deux semaines l'armée ukrainienne. Elle est déjà largement encerclée, entre les confins orientaux russo-ukrainiens à l'Est, où est concentrée une bonne moitié de l'armée ukrainienne, la meilleure, la Biélorussie au Nord, proche alliée de la Russie, hébergeant depuis peu des divisions russes nombreuses, et avec un front méridional formé par la Crimée et la Transnistrie. Les divisions blindées russes, appuyées par l'artillerie et l'aviation, l'emporteraient vraisemblablement facilement, en occupant en cas d'offensive générale tout le pays, sauf peut-être les confins occidentaux ukrainiens, les plus nationalistes, et qui ne sont pas encore virtuellement encerclés.

Certains experts américains soutiennent que les Ukrainiens pourraient se retrancher dans les villes, causer de fortes pertes aux Russes, puis déclencher une guérilla sur les arrières des armées russes. C'est douteux. Les Ukrainiens ne sont pas des Tchétchènes. Dans cette hypothèse, les villes seraient détruites par des bombardements massifs, les insurgés éventuels soumis à une répression très dure et meurtrière. Nous doutons fortement des projections de Washington assurant d'un tel héroïsme suicidaire ukrainien. L'armée ukrainienne rapidement battue en rase campagne, la lutte militaire cesserait pour l'essentiel.

Ainsi, la Russie peut assez facilement vaincre l'Ukraine, et l'occuper. Cependant, les conséquences politiques et économiques seraient très négatives. Poutine trouverait toujours des collaborateurs à Kiev, vraisemblablement issus du parti communiste ukrainien ; mais ils représentent au mieux 5 à 10 % de la population, et le statut de parti de l'occupant ne favoriserait pas leur popularité. L'Ukraine, potentiellement riche, a une économie déjà ruinée, ce qui serait à court terme un poids considérable pour la Russie.

Sur le plan international, Moscou y perdrait beaucoup en faisant figure très clairement d'envahisseur — les cas de la Crimée et du Donbass étaient plus discutables —. Washington déclencherait aussi des sanctions économiques massives, adoptées par tous les clients, ou du moins les plus proches, de l'OTAN au Japon et à l'Australie. Les effets pourraient être dévastateurs, semblables à ceux subis par l'Iran avec la guerre économique contre ce pays lancée par Trump — sous prétexte d'un programme nucléaire militaire à la réalité discutable —.

UNE PROBABLE MANIPULATION POUR RENFORCER L'OTAN ET L'UNION EUROPÉENNE

Le président Biden a ostensiblement méprisé les propositions de pacification raisonnables de Poutine. Il a multiplié même les provocations explicites en assurant du droit de l'Ukraine à adhérer à l'OTAN, sur le plan des principes, sans donner de dates, mais c'est exactement la menace considérée comme inacceptable à Moscou. C'est vraiment à se demander s'il ne s'agit pas d'une provocation délibérée, et, tout en prétendant évidemment le contraire, pousser Poutine à

effectivement envahir l'Ukraine. De plus, Biden a annoncé l'envoi de soldats américains en Europe de l'Est ; un sous-entendu énorme l'a fait croire à l'Ukraine, ce qui est ajouter un *casus belli* pour Moscou. Finalement, il s'agit de la Roumanie. Macron a promis d'y ajouter des bataillons français, attitude aussi lamentable de valet flattant son maître que dangereuse. La France devrait décidément quitter l'OTAN, de façon totale et immédiate.

L'Ukraine serait vaincue, occupée par la Russie ; la Russie serait soumise à un régime de guerre économique. Le commerce des Etats-Unis avec la Russie est restreint ; Washington peut se passer de la Russie. Les conséquences d'une telle guerre économique seraient beaucoup plus lourdes pour tous les pays de l'OTAN obligés de suivre, de l'Europe de l'Est jusqu'à l'Allemagne, largement approvisionnés en gaz russe. Techniquement, après quelques semaines difficiles de transition, ce gaz russe pourrait être à peu près compensé par des importations, par voie maritime, des Etats-Unis et du Qatar. Ce serait profitable pour les Etats-Unis, et créerait une dépendance nouvelle de l'Europe.

Une invasion russe de l'Ukraine provoquerait une panique formidable en Europe de l'Est, de la Roumanie à l'Estonie, en passant par la Pologne, et au-delà. La Suède et la Finlande pourraient adhérer à l'OTAN, ce qui constituerait un basculement historique considérable pour des pays traditionnellement scrupuleusement neutres. Une campagne médiatique dans ce sens a été développée dans les pays concernés, avec un succès au moins temporaire, malgré le maintien d'une forte opposition de principe d'une partie importante de la population.

Le but serait donc d'étendre et de consolider l'OTAN et l'Union Européenne, grâce à une menace russe qui serait devenue à nouveau crédible, en cas d'invasion massive effective de l'Ukraine. Il est à craindre que la manœuvre ne réussisse. Le président Poutine, homme intelligent, relativement prudent, a certainement discerné le piège. Cependant, il est sous forte pression, sinon de son opinion publique — plutôt pacifiste, surtout pour un pays considéré comme frère, telle l'Ukraine —, du moins de ses militaires, et des partis politiques, le sien, Russie Unie, ou ceux d'opposition, communistes ou nationalistes. Ce serait une occasion unique de "*libérer*" la Nouvelle-Russie, et peu importe les conséquences à court ou moyen terme. L'effondrement économique annoncé n'est du reste pas certain, la Chine pouvant notamment remplacer, dans une certaine mesure, l'Europe pour les exportations d'hydrocarbures.

Le président Poutine décidément hésite. La situation reste assurément dangereuse. Mais les scénarios les plus probables restent un maintien de la paix précaire actuelle, avec le retour des armées russes déployées aux frontières de l'Ukraine dans leurs cantonnements habituels, ou une guerre très limitée en Ukraine Orientale, en assurant la reprise du contrôle de l'intégralité de leurs provinces de Donetsk et Lougansk par les séparatistes russes locaux ; elles sont actuellement, sauf les capitales, aux deux tiers sous contrôle ukrainien. Une invasion limitée serait le type de compromis apprécié par Poutine, montrer sa force, mais ne pas déclencher une crise internationale vraiment majeure et aux conséquences en large partie incontrôlables et dangereuses pour la Russie.

Scipion de SALM.

Zemmour/Le Pen : Les basculements en cascade



(Dessin de Chard)

À MOINS de trois mois de l'élection présidentielle, des élus du Rassemblement national quittent le navire pour monter sur le bateau séfaraïde bolloro-zemmourien. Gilbert Collard, Damien Rieu sont passés avec armes et bagages du côté de l'éditorialiste juéo-algérien, et bientôt peut-être Nicolas Bay et Marion Maréchal Le Pen rejoindront cette équipe (voir la chronique détaillée de Robert Spieler en pages 4 et 5 de ce numéro).

LA VENGEANCE DES ANCIENS DU FN

Plusieurs mois avant qu'il ne se déclare candidat, Éric Zemmour a attiré vers lui un certain nombre d'anciens cadres du Rassemblement national, à l'instar de Pascal Gannat, ancien patron du groupe RN au conseil régional des Pays de la Loire (exclu par Marine Le Pen en 2019), qui s'occupe de la collecte des signatures dans sa région ; ou Eric Dillies, ex-leader du RN à Lille ; mais encore Jean-Yves Le Gallou, un ancien eurodéputé du Front national⁽¹⁾.

En juin 2021, une cinquantaine d'anciens du RN ont rédigé une tribune de soutien à Zemmour. « Beaucoup d'anciens du RN vont dans cette campagne en espérant faire perdre Marine Le Pen », avoue l'un d'entre eux⁽²⁾. Il faut dire que Marine Le Pen a un génie, celui de la destruction. Elle a mis en œuvre des purges pour un oui ou pour un non, qui se transforment en saignées régulières du parti dont elle a hérité sans effort. Elle a réussi le tour de force de se mettre à dos presque tous les anciens cadres du FN jusqu'à sa propre nièce Marion Maréchal dont l'entourage soutient Zemmour, et qui s'apprête elle aussi à l'abandonner.

DES BASCULEMENTS QUI S'ACCÉLÈRENT

La liste des personnalités qui rallient Zemmour à moins de trois mois de l'élection présidentielle s'allonge, et on peut se demander si ces soudains basculements n'ont pas été monnayées, puisque Zemmour bénéficie de financements oligarchiques alors que le RN est endetté jusqu'au cou (à hauteur de vingt millions d'euros environ). Jérôme Rivière, le patron de la

délégation Rassemblement national au parlement européen, a ainsi annoncé en janvier qu'il rejoignait Zemmour⁽³⁾. Le lendemain, Damien Rieu, attaché parlementaire de Philippe Olivier, le conseiller spécial et beau-frère de Marine Le Pen, ce qui n'est pas rien, a remis sa démission et a annoncé qu'il rejoignait lui aussi Zemmour⁽⁴⁾. Puis, l'avocat franc-maçon et ultra-sioniste Gilbert Collard, qui a obtenu un siège au Parlement européen grâce au FN, a quitté le navire sans prévenir Marine Le Pen qui a apparemment appris la nouvelle par les médias.

Un autre, Nicolas Bay, vice-président du RN de 2017

à 2018, et actuellement membre du bureau national, député européen et vice-président du groupe RN au Parlement européen, a refusé d'affirmer qu'il soutiendrait Marine Le Pen jusqu'au premier tour des élections. Le journaliste de BFMTV lui a posé la question suivante le 29 janvier dernier : « Est-ce que vous pouvez me dire ce matin "quoi qu'il adienne je serai avec Marine Le Pen jusqu'au 10 avril" ? » Et Nicolas Bay de répondre étonnamment : « On ne va pas commenter les propos des uns et des autres, ni les sentiments que moi je peux avoir. Je suis aujourd'hui à Madrid aux côtés de notre candidate et de nos alliés européens pour travailler sur un projet qui dépasse largement ces petites considérations et péripéties politiciennes. »

Et lorsque la seconde journaliste lui dit : « Vous bottez en touche. Est-ce que vous serez avec Marine Le Pen jusqu'au bout ? Parce que votre nom circule parmi ceux qui pourraient quitter le Rassemblement national », Nicolas Bay, très gêné, répond : « Je comprends que les uns et les autres fassent des supputations mais je ne vais pas ajouter mon commentaire aux commentaires. »⁽⁵⁾

Tous ces basculements précèdent et annoncent celui de Marion Maréchal Le Pen.

MARION MARÉCHAL DANS LE CAMP ZEMMOURIEN

Marion Maréchal, qui s'était retirée de la vie politique, a, tout à coup, changé d'avis. Elle a subitement, à 70 jours des élections, un ardent désir de revenir sur la scène politique, et s'apprête à annoncer son soutien à Zemmour. « J'ai envie de retourner en politique » a déclaré la

gagneuse du judaïsme politique dans un entretien accordé au *Figaro*. Elle prépare le terrain, mettant en avant ses « convictions » qui se confronteraient à sa « loyauté familiale » : « Je suis confrontée dans ma vie à ce choix-là. Il faut savoir ce qui est le plus pertinent et quand ». Et d'ajouter : « La cohérence, la vision, la stratégie font que je penche pour Éric Zemmour. C'est certain. Mais il y a un sujet familial. »⁽⁶⁾ Cela fait plusieurs années que Marion Maréchal est la potiche du judaïsme politique. On l'a vue à la Convention de la droite en septembre 2019 écouter religieusement le discours de Zemmour et la chutzpah de Goldnadel qui, à l'occasion, fait de la petite-fille du Menhir sa présentatrice personnelle posant des questions ingénues à l'avocat gominé aux allures de proxénète.

Le ralliement de Marion Maréchal était écrit d'avance. Il n'y a là rien de spontané. Elle est assignée à ce rôle depuis des années, et elle exécute les ordres. Lorsqu'elle était au Front national, elle était déjà encerclée par Robert Ménard, l'agent de l'étranger (CIA et Soros), Gilbert Collard, le franc-mac israélophile, et Gilles-William Goldnadel, l'Israélien. À l'époque, elle se disputait avec sa tante pour savoir laquelle des deux était la plus soumise aux juifs et à Israël.⁽⁷⁾

Les juifs pro-israéliens la baladent comme un trophée à la Convention de la droite, aux États-Unis⁽⁸⁾, en Italie au *National Conservatism Conference* (3 et 4 février 2020) organisé par le *Herzl institute* israélien présidé par Yoram Hazony⁽⁹⁾. À cette occasion, Marion Maréchal a tenu un discours en mini-jupe...⁽¹⁰⁾ Le 24 septembre 2021, Marion Maréchal Le Pen était avec Zemmour en Hongrie, invités au rassemblement européen par le Premier ministre Viktor Orban.

QUELLES CONSÉQUENCES À CES CHANGEMENTS EN CHAÎNE ?

Arnaud Benedetti, professeur associé à l'Université Paris-Sorbonne, propose une analyse qui aborde la question de l'opposition Zemmour/Marine Le Pen sous un autre angle : « Le zemmourisme auquel pourrait se rallier l'ancienne benjamine de l'Assemblée nationale accrédite l'idée qu'il opérerait comme un raid, voire une lame de fond, qu'il est en mesure de renverser la table maintenant et tout de suite ; le marinisme de son côté entend implicitement dépasser le lepénisme originel, ou à tout le moins se débarrasser de ses aspérités les plus électoralement handicapantes, pour gagner en efficacité et construire de la sorte dans la durée. La question de la temporalité, de la perception de cette temporalité, est un facteur souvent décisif pour comprendre les comportements politiques. L'offre d'Éric Zemmour, contrairement à l'image de "guerre éclair" qu'elle peut susciter, va ainsi au-delà du printemps 2022. C'est le pari du "qui perd gagne" qui la sous-tend. La défaite potentielle de Marine Le Pen, de Valérie Pécresse aussi, constitue son horizon immédiat et son assurance-vie. L'inconscient du zemmourisme se nourrit dès lors d'une programmation des échecs de la droite sous toutes ses formes. Il enjambe l'échéance du printemps pour préparer messianiquement l'union de toutes les droites, quand Marine Le Pen mise tout, nonobstant la résilience qu'elle dégage avec une forme de maîtrise inattendue et bluffante, sur l'échéance électorale à venir : son carré d'As est exclusivement et avant tout indexé sur l'agenda présidentiel. » Et concernant le rôle de Marion Maréchal, il avance que son ralliement à Éric Zemmour pourrait, en fin de compte, servir sa tante. Car, selon le politologue, Marine Le Pen a fait montre d'une étonnante capacité de survie, malgré les dif-

ficultés posées par Zemmour qui grignote une partie de son électorat. « Certes, la dynamique zemmouriste de l'automne est venue perturber l'évidence de sa qualification annoncée du second tour. Pour autant, infirmant bien des pronostics hâtifs, la présidente du RN n'a pas décroché dans les intentions de vote, repoussant même les assauts d'une Valérie Pécresse qui, à ce stade, n'a pas réussi, en dépit du rebond passager, quasi technique, née de sa désignation via le congrès de sa formation, à s'imposer comme la rivale incontestée du sortant. Comme le roseau pascalien, Marine Le Pen "plie mais ne rompt pas". Elle génère de la sorte ce qui peut s'apparenter à une maturation de son image : moins agressive, plus sage, toujours déterminée, marquée par les épreuves mais forte de leurs empreintes ; elle devient progressivement dans une campagne où s'affrontent des offres souvent clivantes la mesure de toute chose. Entre le Président qui stigmatise les non-vaccinés, Éric Zemmour ou Jean-Luc Mélenchon qui électrisent chacun à leur manière le débat, ou même Valérie Pécresse qui renoue avec la métaphore karchérisante, Marine Le Pen présente un profil d'apaisement et de rassemblement qui tend à cristalliser ce que les professionnels de la com' appellent aux États-Unis le "goodwill", une formule initialement issue des pratiques comptables pour désigner une "attitude positive", comme si la finaliste de 2017 était entrée dans son "moment" ou avait trouvé sa tonalité. »

D'après Arnaud Benedetti qui n'engage certes que lui, les ralliements séquences de cadres et personnalités du RN auprès d'Éric Zemmour contribuera peut-être à la renforcer en l'humanisant, à l'instar du Chirac de 1995 perclus par les défections trahissantes de ses pairs, en épaississant sa "présidentialité" au travers de la démonstration de son aptitude à conserver son sang-froid dans l'adversité, « en lui prodiguant cette patine qui lui fit défaut voici cinq ans. La scarification initiatique que lui vaut un premier tour indiscutablement moins confortable que ne l'annonçaient les sondages tend à la transformer en la recentrant politiquement et en lui ôtant bien des aspérités qui parasitaient son acceptabilité. Marine Le Pen, effet du zemmourisme, devient une candidate républicaine comme les autres ou presque, ce qui certes la laisse pour une part à découvert sur sa droite mais dope son potentiel d'agrégation et de synthèse dans la perspective du second tour. De ce point de vue, le départ de Marion Maréchal ne ferait que certifier un processus de normalisation, sans nécessairement fragiliser la présidente du RN ; notamment parce que d'une part le socle identitaire et traditionnel incarné par Marion Maréchal est déjà passé du côté du zemmourisme, et que, d'autre part, tout ce qui ne parvient pas à définitivement déstabiliser et marginaliser la marque mariniste finit par la consolider. »⁽¹¹⁾

En outre, si, pour quelque raison que ce soit, une peau de banane ou un scandale venait à affaiblir Zemmour et/ou à le disqualifier politiquement, il pourrait retourner à ses plateaux télé et au *Figaro*, mais tous les élus venus du RN se retrouveraient sans emploi. Ils seraient alors les sacrifiés du zemmourisme, les idiots utiles du judaïsme politique. Mais le match est encore loin d'être joué entre frères ennemis, entre "marinistes" et "zemmouriens".

Jean TERRIEN.

11. <https://www.lefigaro.fr/voix/politique/quelles-incidences-pourrait-avoir-le-ralliement-de-marion-marechal-a-eric-zemmour-20220129>



RIVAROL
19 avenue d'Italie 75013 Paris
Tél. : 06-40-87-72-79
Correspondance seulement
(Une permanence téléphonique est assurée toute la semaine du lundi au vendredi de 10h à 17h.)
RIVAROL.COM
Rédaction : jeromebourbon@yahoo.fr
Administration : contact@rivarol.com
Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951
FONDATEUR : René MALLIAVIN (1896-1970)
Directeur de la publication et de la rédaction, éditorialiste (depuis février 2010) : Fabrice Jérôme BOURBON
E. U. R. L. « Editions des Tuileries », au capital de 51000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Imprimerie : L-IMPRIMERIE 79 route de Roissy. 93290 Tremblay-en-France. — Dépôt légal : à parution — Gérant et associé : Fabrice Bourbon.
CPPAP n°0223 C 82763, ISSN n°0035 56 66.
ABONNEMENTS : 2 ans : 215 euros — 1 an : 125 euros — 6 mois : 70 euros — 3 mois : 40 euros — soutien : 175 euros — propagande :

210 euros — 1 an (chômeurs, étudiants, lycéens, personnes en grande difficulté, ecclésiastiques et religieux) : 100 euros — Abonnement à vie à RIVAROL : 2 000 euros — Abonnement à vie à RIVAROL et à *Ecrits de Paris* : 3 000 euros.

ABONNEMENTS PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE : 12 euros par mois (il suffit de nous envoyer un IBAN et votre adresse postale ou mieux encore de s'abonner sur notre site rivarol.com).

ABONNEMENT NUMÉRIQUE 1 an : 80 euros (150 euros l'an pour l'abonnement papier et numérique couplé. S'abonner sur le site rivarol.com en réglant au choix par paypal, carte ou virement bancaire).

ÉTRANGER : 1 an : 140 euros ; 6 mois : 80 euros. Supplément par avion : 24 euros pour un an et 12 euros pour 6 mois.

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 euros et la dernière bande (ou indiquer l'ancienne adresse). Écrire nom et adresse en CAPITALES.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Éditions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSTFR PPPAR)

Choses vues, lues, entendues... et commentées

Choyé Noël ! Si, à Noël dernier, il y eut un mets de choix à la table du débat public, ce fut assurément le mot “Noël”. Dans la bouche de certains candidats à l’élection présidentielle, comme aussi dans celles d’élus locaux ou territoriaux, le mot avait valeur de slogan politique, de signe de reconnaissance, d’appartenance, de défiance, de résistance... La Maltaise Helena Dalli, commissaire européenne à l’Égalité, venait de publier, fin novembre, un guide du parler bien-pensant, dans lequel elle préconisait, politiquement correct oblige, de renoncer à l’emploi du mot “Noël” dans les souhaits de fin d’année, considérant que le terme n’était pas suffisamment inclusif et que son emploi pouvait heurter tous ceux qui ne fêtaient pas Noël. Le sujet était sensible, et nombreux furent, en France, les politiques qui voulurent dénoncer le diktat antichrétien bruxellois, en proclamant haut et fort leur attachement à la formule « *Joyeux Noël* ». En cette fin de l’année 2021, nous vécûmes donc la confrontation médiatique entre les partisans du « *bonnes fêtes de fin d’année* » et ceux du traditionnel « *Joyeux Noël* ».

Des amis fonctionnaires des ministères de l’Intérieur, de l’Éducation nationale, de la Santé ou encore de l’Armée, nous ont confirmé que l’allusion à la fête de la Nativité du Fils de Dieu, était totalement proscrite, et que, par un effet de psittacisme laïcard et honteux, personne ne prenait plus le risque de souhaiter un « *Joyeux Noël* » à ses collègues, à sa hiérarchie ou à ses subordonnés. Pourtant, dans le domaine public, c’est-à-dire parmi le peuple, la tradition est entêtante, et les politiques, particulièrement certains candidats à l’élection présidentielle, soucieux de s’attacher l’amitié des chrétiens, et d’abord des catholiques, surenchérent dans les souhaits de joyeux Noël. Valérie Pécresse : « *Un très joyeux Noël à chacun d’entre vous, en particulier à ceux que le virus isole de leurs proches...* ». Eric Ciotti : « *À Besançon, grâce à la maire écolo, on ne dit plus “Joyeux Noël” mais plutôt “Fantastique décembre”. Je veux être le président qui défend notre culture et nos traditions chrétiennes face aux déconstructeurs d’extrême-gauche et macronistes* » (tweet du 28 novembre). Marine Le Pen : « *En cette période de joie et de lumière, je tenais à vous adresser tous mes vœux de Noël. Noël qui est, bien sûr, cette fête religieuse qui célèbre la naissance de Jésus-Christ, mais au-delà, pour tous les Français et de manière culturelle, une pause dans le tourbillon de la vie...* ». Julie Lechanteux, élue européenne RN, très active sur les réseaux sociaux : « *Contrairement à la volonté de la Commission européenne, moi je vous souhaite un Joyeux Noël... Noël, c’est la fête des enfants, à qui nous transmettons nos traditions, des valeurs, un mode de vie, une culture et un pays dont nous sommes fiers...* ». Eric Zemmour : « *Ce soir, la chrétienté fête Noël... La nuit de Noël célèbre la naissance d’une civilisation... Dans le monde chrétien, la liberté est de nature divine... Les enfants de Dieu sont égaux devant Lui... La France doit beaucoup au catholicisme, et le monde doit beaucoup au catholicisme français. La longue histoire du catholicisme en France est d’une splendeur sans égale. Saint Irénée de Lyon, Saint Louis, Jeanne d’Arc, Thomas d’Aquin qui enseigne à la Sorbonne, Bossuet, Fénelon, Blaise Pascal, Thérèse de Lisieux, Paul Claudel, tant d’autres... : la fille aînée de l’Église a donné tant d’enfants magnifiques... La crèche délivre son message...* ».

À chacun de nos lecteurs de faire l’exégèse des extraits que nous venons de transcrire, et d’en tirer ses conclusions. Force est de constater que l’instrumentalisation de la fête de Noël a, plus que jamais, battu son plein en décembre dernier. Instrumentalisation hypocrite et insupportable. Jeux de postures et de faux-semblants. Chacun y va de son « *Joyeux Noël* » pour faire croire qu’il est le défenseur de la civilisation chrétienne. Certains le font, toute honte bue, avec l’insolence sacrilège des va-de-la-gueule qui ne reculent devant rien. Devant rien



(Dessin de Chard)

ni n’importe quoi. Pécresse, Wauquiez, Macron, Le Pen : tous proférèrent des « *Joyeux Noël* » à l’emporte-pièce, étendards oraux de leur propre renoncement à défendre réellement la chrétienté. Dans leur bouche, le mot Noël est dépossédé de son sens, de son essence divine. Dans leur bouche, le mot Noël a des accents de blasphème, d’offense au Bon Dieu. Ils disent des mots auxquels ils ne croient pas. Ils veulent faire croire aux Français désorientés par la marche du monde vers son malheur, que l’on peut défendre la chrétienté sans défendre le christianisme. Impossible de défendre la « *tradition chrétienne* » si l’on n’aime pas le Christ ; le Christ-Roi.

Dans ce concert d’instruments à vent, le seul son qui semblait juste, ou plutôt qui donnait l’illusion de sonner juste, émanait du violon sépharade du candidat de « *Reconquête !* ». Ce n’est pas se déclarer en faveur de la candidature de Zemmour à la présidentielle que reconnaître que les propos du berbère juif sont les moins sujets à hérissément du poil. Son message est peut-être d’une habileté démoniaque, fomenté par un marchand de communication sans foi ni loi, il est sans doute une construction intellectuelle au cordeau, peu importe, de tous les messages cités ci-dessus, il est le seul à faire sinon référence, du moins allusion, au vrai sens de Noël. Il ose les mots “*chrétienté*”, “*catholicisme*”, “*crèche*”... Pis, si l’on peut dire, il risque le mot “*Dieu*” !

Les autres messages sont, ouvertement pour ne pas dire volontairement, des at-trape-nigauds. La Versaillaise ose se poser en défenseuse de la civilisation chrétienne cependant qu’elle n’a de cesse de se réclamer du chiraquisme, oubliant allègrement que Jacques Chirac fut celui qui, en 2004, alors qu’il était président de la République, obtint que la référence explicite aux « *racines chrétiennes de l’Europe* » fût retirée du projet de préambule de la Constitution européenne. « *La France est un État laïc*, avait alors déclaré le Grand Dadais de la République. *Cela veut dire qu’on doit respecter la laïcité. C’est capital pour la sérénité de notre espace culturel... C’est pourquoi nous ne voulons pas, par des façons détournées, privilégier une religion par rapport à une autre.* » Aujourd’hui, Pécresse, la candidate inutile, pas plus que son mentor corrézien hier, ne veut reconnaître l’unicité de la vérité. Elle est le chantre de la diversité spirituelle, le héraut du syncrétisme religieux. Son seul souci, c’est de ménager la chèvre mahométane et le sou crifien.

Alors, non, M^{me} Le Pen, Noël n’est pas, comme vous le prétendez, « *bien sûr, cette [sic] fête religieuse... mais au-delà, pour tous les Français...* ». Non, non et non ! Noël est avant tout, et seulement (si l’on peut dire), la fête de la Nativité de Notre-Seigneur. Ce n’est pas une « *pause dans le tourbillon de la vie* », comme peut l’être le 14-Juillet ou la fête de l’Armistice, car la Naissance de Dieu incarné n’est pas une pause mais un commencement, une accélération, une agitation, un bouleversement, une bénédiction, un bouillonnement ; un tourbillon. Et non, M^{me} Lechanteux, Noël n’est pas « *la fête des enfants* » comme peut l’être Mardi-Gras ou la Saint-Nicolas ! Noël, c’est Jésus né de Marie, sous la protection de Joseph. C’est déjà la fête de la Sainte-Famille. Un père, une mère, l’En-

fant... Ce n’est pas de faire l’éloge de l’homosexualité républicaine à tout-va, ni de cautionner le simulacre de mariage accordé aux bougres et aux tribades, n’est-ce pas Marine ? Ce n’est pas, alors qu’on est marié, d’engrosser une belle-amie de l’âge de ses propres petits-enfants, n’est-ce pas Eric ? Ce n’est pas de militer dans un parti d’avorteurs et d’élus “progressistes”, favorables à toutes les entreprises de démolition des principes de l’Église et de l’Écriture Sainte, n’est-ce pas Valérie ?

Légion d’honneur et rafle mémorielle... Il n’est jamais inintéressant de passer en revue les noms des heureux élus, surtout lorsque ces *zélus* sont des zélotes, que la République honore deux fois l’an, le 1^{er} janvier et le 14 juillet. La liste des nommés et des promus en dit long sur l’idéologie des décideurs, sur l’état de l’État et la situation de la société, sur l’orientation que les hommes au pouvoir veulent donner au pays. Cela fait belle lurette que la Légion d’honneur n’honore plus l’Honneur, ne rend plus les honneurs à l’héroïsme ou aux services exceptionnels rendus à la nation. Il est d’ailleurs une mention involontairement drôle qui accompagne parfois la qualité du décoré, exemple : « *président d’une association, vingt années de service* ». Donc si la durée de service est un critère de sélection, chaque Français, quelle que soit la profession ou les activités exercées, doit logiquement, un jour ou l’autre, se voir attribuer le fameux ruban rouge. Plus que jamais le port de cette décoration à la boutonnière est un signe extérieur d’appartenance à la Caste. Anciens parlementaires (souvent anciens parce que battus), élus locaux, fonctionnaires des ministères, journalistes serviles, écrivains bien-pensants, officiers de l’armée ou de la police, hauts-fonctionnaires, recteurs et préfets. Tous finissent par obtenir le hochet tant convoité. Tous ? Non, pas tous. Seuls les sujets du Système. Ainsi, Jean-Marie Le Pen, pourtant ancien député — et plus jeune député de France lors de sa première élection —, pourtant ancien élu européen, pourtant ancien officier, pourtant ancien chef d’entreprise, pourtant ancien finaliste à l’élection présidentielle..., mourra et sera enseveli sans rosette sur son linceul (on peut penser qu’il aurait eu l’intelligence de refuser la décoration si on la lui avait proposée). *Idem* de Bruno Gollnisch, idem de tant d’autres...

547 noms figurent sur la liste du 1^{er} janvier 2022. Parmi eux, un grand nombre de covidologues, membres du Conseil scientifique, dont le président Jean-François Delfraissy a été élevé au rang de Commandeur. Rappelons au passage, honte absolue et provocation éhontée, la nomination d’Agnès Buzyn, nomination qui, à elle seule, jette un discrédit définitif, sur l’Institut, donc sur la Chancellerie, de la Légion d’honneur. Parmi eux, la ribambelle habituelle, recensée plus haut, des figurants de l’entre-soi maçonnique et des pantins de l’entre-soi républicain. La lecture détaillée de la liste des décorés permet, entre autres, de découvrir avec effarement le nombre pléthorique de fonctionnaires plus ou moins hauts ou bas, occupant des postes aux intitulés plus ou moins loufoques, comme par exemple, ce sous-directeur de l’éducation routière et du permis de conduire au ministère de l’Intérieur. Si le concerné est sous-directeur, c’est qu’il existe donc un directeur et que tout ce petit monde est à la tête d’un troupeau de secrétaires, conseillers, chefs de cabinet et de bureau... La République est généreuse avec l’argent des contribuables !

Pour le reste, *nihil novi sub sole*... Les *obersturmführer* de la Mémoire tiennent la dragée haute aux kapos des synagogues. C’est avec plaisir que nous découvrons le nom de Francis Kalifat, au titre du contingent de Moussa Darma’nain, en qualité de « *président d’une organisation de défense des droits [sic] et intérêts [resic] de la communauté juive de France* », comme aussi celui de Henri Rouso, « *historien, directeur de recherche au CNRS, président d’un groupement d’inté-*

rêt public à caractère mémoriel ». Celui, également, du “catholique” Mario Stasi, président de la LICRA. Ils sont deux à avoir fait très fort dans la course à l’échafolote mémorielle : le Gargantua de la rue de Grenelle, ministrissime de l’Éducation nationale, et Pépé-la-Piquouze, actuel locataire de l’*Hôtel Maquignon*. Le nouveau mari d’Anna Bitton a réservé deux canapés de commandeurs (sur un contingent de trois !) à des représentantes de la religion dominante : « *M^{me} Yvette Lévy, née Dreyfuss, déportée-résistante, membre d’associations mémorielles* » (elle ne doit pas être de première jeunesse) et « *Hélène Mouchard-Zay, fondatrice d’un musée consacré au devoir de mémoire* ». Le même Blanquer, toujours à racler les fonds des tiroirs de la mémoire, a pris dans sa rafle, au grade de chevalier, une certaine « *Julia Wallach, née Kac, intervenante en milieu scolaire au titre du devoir de mémoire (79 ans de service)* [sic, resic et reresic !] ». Quant au Crétin des Pyrénées, qui ne voulait pas être en reste, il nomma chevaliers « *Philippe Benguigui, président-fondateur d’une association mémorielle* » et « *Joseph Schwartz, membre actif d’une association à caractère mémoriel* ». En France, toutes les associations loi 1901 sont égales entre elles mais, visiblement, certaines sont plus égales que d’autres...

Ibiza, vous avez dit Ibiza ? Comme c’est Ibizarre ! Les lignes que nous avions consacrées, dans notre numéro du 19 janvier dernier, au gardien suprême des portes de l’École ouverte, avait un caractère quelque peu prémonitoire. En tout cas, nous étions les premiers à oser écrire que Blanquer était un maléfaisant, un mégalomane faisandé, un opportuniste imbu de sa personne et imbuvable aux yeux de ses entourages, y compris gouvernements, un potentat ivre de pouvoir et d’autoritarisme. N’oublions pas qu’au départ Blanquer est un sarkozyste bon teint, partageant avec le Sardanapale hongrois le goût de la désinvolture et de l’infraction, la haine des humbles et le mépris des sans-grade, l’inaltérable soif de jouissances. C’est la raison pour laquelle il put basculer, du jour au lendemain, sans perte ni fracas, dans le camp macroniste, retrouvant chez son nouveau mentor la même morgue et la même ivresse de l’ivraie. Le vestiaire était différent mais le costume restait le même.

L’affaire du voyage de noces à peine révélée au grand public, les langues et les plumes se délièrent et se déchaînèrent. Tant dans la presse que dans les allées du Pouvoir (pardonnez-moi le pléonasma), on se mit à tirer à boulets rouges sur le sa-trape. Castex, grandiloquent dans son costume en Tergal de président du Conseil, le rappela à l’ordre, et l’humilia publiquement en annonçant lui-même les termes du nouveau *nouveau nouveau*... protocole sanitaire. L’humiliation était d’autant plus cinglante qu’elle était infligée par celui qui occupait la place que Blanquer avait puérilement espérée au départ de Philippe, et qu’en son for il considère comme un pécore pyrénéen, de basse extraction et d’intelligence médiocre, égaré parmi les lambris et les fastes des salons parisiens. Ce qui est sûr, c’est que si nous n’étions pas à quelques semaines de l’élection présidentielle, Blanquer eût été débarqué du gouvernement *ipso facto*.

Dans l’affaire d’Ibiza, ce ne sont pas tant les vacances qui sont en cause, comme on a pu le lire ou l’entendre ici ou là. Le couple Blanquer-Bitton a bien le droit de choisir une destination de ploucs débauchés ou de beaufs endimanchés. Nul n’est obligé d’avoir bon goût. Ce qui est grave, ce sont la légèreté du comportement du ministre la veille de la rentrée, et le mépris affiché à l’encontre des personnels de son ministère. Blanquer, à vouloir trop jouer à l’être supérieur, est aujourd’hui cause de sa propre mort politique. Plus autoritaire qu’efficace, et plus intransigeant que compétent, il est désormais un ministre en sursis. En attendant son retour à la vie civile, il pourra toujours méditer le *Livre des Proverbes* : « *L’arrogance précède la ruine et l’orgueil précède la chute* ». Et espérer faire encore une ou deux fois le “Une” de *Paris-Match*, du *Journal du dimanche*... ou de *MédiaPart*. Car Blanquer, si sa femme s’appelle Bitton, c’est lui le *people* à la nuque raide.

Jean-Philippe ROBIQUET,
<jeanphilipperobiquet@gmail.com>.

L'étonnant itinéraire de Georges Valois

P

ARMI tous les meneurs nationalistes français de la première moitié du XX^e siècle, Georges Valois apparaît comme celui dont l’itinéraire est le plus surprenant. Cet homme, en effet, est passé par toutes les tendances politiques de son temps, sans jamais parvenir à se fixer en l’une d’elles. Successivement anarchiste, maurrassien, fasciste, radical (à sa manière), socialiste coopératiste, rallié à Vichy, puis résistant et mort déporté, il condense toutes les tentatives politiques de certains hommes de l’époque de sortir du « *désordre établi* » de la Troisième République.

UNE ORIGINE HUMBLE ET DES DÉBUTS DIFFICILES

Alfred Georges Gressent naît le 7 octobre 1878 à Paris, dans le quartier de Montrouge (14^e arrondissement), où son père, issu d’une famille paysanne normande, s’est installé comme boucher. Ce père meurt des suites d’un accident professionnel, alors que lui-même n’a que trois ans. Sa mère, incapable de reprendre l’échoppe de son époux, vit de petits métiers précaires qui ne lui donnent ni le temps, ni les moyens d’élever son enfant. Elle décide de le confier à sa grand-mère et au second mari de cette dernière, tous deux installés à Jouarre, en Seine-et-Marne. Son grand-père adoptif lui instille de solides convictions républicaines et contribue à forger son caractère. Sa grand-mère, chrétienne, pieuse, lui inculque le sens du devoir et de l’ardeur au travail.

L’enfant manifeste des dons intellectuels précoces. Mais son grand-père, effrayé par le coût des études secondaires⁽¹⁾, refuse de l’envoyer au lycée, et préfère l’inscrire comme élève de l’école Bouille, à finalité professionnelle. Georges ne s’adaptera pas à cet établissement, et en sera renvoyé pour indiscipline. L’adolescent, obligé de gagner sa vie, finit par occuper un emploi de bureau dans deux journaux catholiques et réactionnaires, *La France nouvelle* et *L’Observateur français*, mais est licencié en raison d’une compression de personnel imposée par les difficultés financières de ces périodiques. Enfin, il se fera renvoyer d’un emploi chez un fabricant de produits chimiques qui le soupçonnera de sympathies anarchistes.

ANARCHISTE, PUIS SOCIALISTE

Après un séjour à Singapour, il fait la connaissance de deux brillants intellectuels, Georges et André Blondel⁽²⁾, qui apprécient son intelligence, et se l’attachent comme secrétaire.

Il se découvre une vocation d’anarchiste. Il fréquente d’abord le groupe réuni autour du journal *L’Art social*, où il rencontre Fernand Pelloutier, le futur fondateur des bourses du Travail, Gabriel de la Salle, Paul Delessalle, Sébastien Faure, Jean Grave, tous figures importantes de l’anarchisme. Puis il entre à *L’Humanité nouvelle*, le journal que vient de fonder (en 1897) Augustin Hamon (qui évoluera, par la suite, jusqu’au communisme), où il assume la fonction de secrétaire de rédaction. Mais il discerne vite les limites de l’anarchisme et de ses meneurs, en décalage avec le réel et le peuple qu’ils prétendent défendre. En 1898, il rencontre Georges Sorel, qui le mène au socialisme révolutionnaire. Pour le jeune Gressent, cette rencontre et la lecture du livre de Sorel, *L’Avenir socialiste des syndicats*, qui vient de paraître, sont une révélation. Sorel va lui donner la cohérence et l’orientation intellectuelle qui lui manquaient. Gressent le comparera à Socrate, que pourtant Sorel détestait.

Sous l’influence de Sorel, Gressent devient socialiste. Mais il ne se reconnaît ni dans le réformisme des Paul Brousse, Jean Allemane et autres, ni dans le marxisme dogmatique de Jules Guesde. Le premier n’est, à ses yeux, qu’une variante du radi-



calisme ; le second lui semble briser le potentiel révolutionnaire du prolétariat au nom d’une doctrine qu’il juge discutable. Aussi, il s’éloigne des tenants de l’un et de l’autre, et se cherche une nouvelle voie.

LA DÉCOUVERTE DE LA PRÉÉMINENCE DU FAIT NATIONAL

Les circonstances vont l’amener à rompre avec les idéaux de gauche. Appelé sous les drapeaux en novembre 1900, affecté au 46^e RI de Fontainebleau, il est réformé au bout de six mois d’incorporation pour raisons de santé, mais cette brève expérience a sur lui une influence profonde. À la caserne, il découvre le vrai peuple, très différent de celui qu’imaginent les meneurs anarchistes et socialistes qu’il a connus, et qui, pour soucieux qu’il soit de justice sociale et d’égalité, n’est pas patriote, attaché à la défense et à la grandeur du pays, habité par une mémoire nationale chevillée à l’âme, et ancré dans des traditions liées à la terre de France et de ses provinces. Il découvre que chez l’homme, quel qu’il soit, chez le travailleur plus spécialement, l’élément ethnoculturel et national prévaut sur la condition sociale.

Il franchit un nouveau pas dans la découverte du fait national à l’occasion d’un séjour en Russie, qu’il effectue, dans le cadre d’un emploi de précepteur près des enfants du gouverneur de Kovno (Kaunas), que lui a procuré un universitaire suisse, à la demande de Georges Blondel. Il découvre une Russie tiraillée entre tentation de s’occidentaliser, défense de l’identité slave et communautarisme primitif de type tolstoïen, et, de ce fait, il prend conscience du rôle essentiel de la monarchie et de la noblesse dans la conduite de la nation, singulièrement celle des tsars qui, sans un pouvoir impérial fort et une aristocratie pénétrée de ses devoirs, sera balayée par « *le flot asiatique* », et l’Europe avec elle.

Au cours de ce séjour russe de dix-huit mois, Gressent se marie avec une Française, expatriée comme lui, qui lui donnera trois enfants. En août 1903, il se décide à revenir au pays.

UN NATIONALISTE EN PORTE-À-FAUX AVEC L’ACTION FRANÇAISE

Il est désormais un autre homme. Le révolté est devenu un homme de réflexion équilibré et un intellectuel à l’esprit clair et méthodique. L’anarchiste, le socialiste, s’est mué en un homme d’ordre et de bon sens, conscient du caractère déterminant de l’identité ethnoculturelle comme constituant des nations et de leur histoire, et prévalant sur les antagonismes sociaux. Bref, il découvre le fait national.

De retour à Paris, Gressent obtient, grâce encore aux Blondel, un emploi de secrétaire aux éditions Armand Colin. En 1905, il rédige son premier ouvrage, *L’Homme qui vient*, sous-titré *Philosophie de l’Autorité*, qu’il parvient à faire éditer par la *Nouvelle Librairie Nationale* en 1906, grâce à l’appui de Paul Bourget, lequel en avait communiqué un exemplaire à Maurras. Il a choisi un nom de plume, sous lequel il sera désormais connu, Georges Valois, car il sait que son employeur, les éditions Armand Colin, ne partage pas ses idées. Valois affirme que l’homme n’a pu survivre dans un monde hostile que grâce à son intelligence, en se dotant d’une organisation propre à sa défense et à son développement. Il affirme surtout que cela n’a été possible que par la contrainte :

contrainte sur soi-même (discipline, effort) et sur les autres. Aussi il croit à la nécessité d’un système politique et social autoritaire et rigoureusement hiérarchisé, et s’inscrit en faux contre la démocratie fondée sur la philosophie du XVIII^e siècle, en particulier celle de Montesquieu et Rousseau. Il se prononce pour un pouvoir fort soustrait à la pression néfaste du suffrage universel.

Valois puise son inspiration dans l’œuvre de René Quinton, physiologiste alors en vogue, et apparaît comme beaucoup plus proche de penseurs matérialistes et scientistes comme Jules Soury ou Georges Vacher de Lapouge que de Maurras, fin lettré, spiritualiste et esprit essentiellement logicien en politique. Les deux hommes diffèrent de par l’ancrage de leur pensée et les sources intellectuelles et morales de leur réflexion. Et leur différence d’origine sociale (Valois est un plébéien autodidacte, Maurras, un bourgeois instruit issu d’un milieu cultivé et libéré des soucis matériels) accentue cette dissonance. Cependant, ils se rejoignent dans leur condamnation de la démocratie. Dans la réédition de son livre, en 1909, Valois accentuera encore sa condamnation de la philosophie du siècle des “Lumières”, et il fustigera avec vigueur « *trois grands imposteurs* » : Rousseau, « *le faux homme de la nature* », qui croyait à la bonté originelle de l’homme, Kant, « *le faux homme du devoir* », qui rapportait ce devoir à un impératif catégorique totalement abstrait et fumeux, et Marx, « *le faux homme de la nécessité* », qui prétend prévoir scientifiquement que cette nécessité historique finira par aboutir à sa propre disparition, à une ère où les hommes seront parfaitement libres. En revanche, il louera Nietzsche, qui a récusé ces idéaux spécieux si contraires au réel. Prenant résolument le contrepied de Rousseau qui, dans son *Discours sur l’origine de l’inégalité parmi les hommes* (1755) avait présenté l’apparition de la propriété et de la civilisation comme la fin de l’Eden primitif et le début du malheur des hommes, il imagine, sur le mode mythologique, l’avènement, à l’origine de la civilisation, d’un homme fort, « *l’homme au fouet* », qui a imposé son autorité à ses semblables, les a organisés et mis au travail pour édifier un monde vivable pour eux.

En mars 1906, Maurras reçoit Valois ; il lui confie la rubrique économique du journal *L’Action française* et fait de lui le spécialiste des questions économiques de la *Ligue d’Action française*. Valois se présente désormais comme nationaliste et monarchiste.

Malgré leurs conclusions politiques identiques, Valois et Maurras, d’origine sociale, de références intellectuelles et de sensibilité différentes, ne se sentent guère d’affinités profondes. Entre Maurras, amoureux de la Grèce antique et ambigu jusqu’au tourment dans ses rapports au christianisme, et Valois, matérialiste naturaliste, le courant passe assez mal. La question sociale va approfondir la faille. Maurras a beau fustiger la bourgeoisie libérale, égoïste, attachée au libre parlerementaire et préoccupée de ses seuls intérêts de classe, il ne tient pas à se couper d’elle, car il en est issu, et parce que c’est tout de même en elle qu’il recrute ses partisans. Et, pour ce qui concerne l’économie et le social, il en est resté au corporatisme de Le Play et La Tour du Pin. Valois, lui, a tiré de son passé anarcho-syndicaliste, une pensée sociale plus élaborée, qui l’amène à souhaiter rallier les ouvriers à l’Action française.

Dans ce but, s’inspirant de l’*Enquête sur la Monarchie* (1900-1903) de Maurras, il se lance, en 1909, dans une *Enquête sur la Monarchie et la classe ouvrière*, dont il espère un retentissement analogue et qu’il considère comme le premier acte d’une

alliance entre travailleurs et syndicalistes d’une part, nationalistes monarchistes d’autre part. Cette initiative décevra Valois. Beaucoup de syndicalistes consultés dédaigneront de répondre au questionnaire envoyé par lui, et ceux qui donneront leur avis manifesteront leur défiance envers la monarchie et leur préférence pour la république, même très imparfaite⁽³⁾.

Précisant sa pensée sociale dans *La Monarchie et la classe ouvrière* (1909), où il se prononce en faveur du corporatisme, Valois participe également aux activités du *Cercle Proudhon*, fondé en décembre 1911, mais qui rencontrera l’hostilité de Maurras, et disparaîtra dès le début de 1914.

Valois préconise une organisation corporative de toute l’économie nationale sous l’arbitrage d’un État fort et impartial. Maurras se sent en accord avec un tel projet, mais jusqu’à un certain point seulement. Imprégné des idées de Le Play et La Tour du Pin, il conçoit le corporatisme comme indépendant d’une forte intervention de l’État et largement décentralisé, au contraire de Valois. Par ailleurs, il n’accorde pas à l’économie la place essentielle que lui attribue Valois. Il redoute que l’application des idées de Valois aboutisse à faire de l’État un organisme gestionnaire aux mains de fonctionnaires et de techniciens tout-puissants, et le détourne de sa finalité politique globale.

Les deux hommes divergent donc sur la nature de la politique nationaliste : au service de la grandeur du pays pour Maurras, avant tout conçue comme la prise en main de l’économie par le pouvoir et comme la résolution du problème social pour Valois.

Ils se retrouvent cependant unis sur d’autres points. Valois, dès 1908, se reconvertisse au catholicisme et le considère comme le socle nécessaire de la monarchie à restaurer⁽⁴⁾. Par ailleurs, il fait profession d’un antisémitisme radical⁽⁵⁾.

Mais cela ne suffira pas à cimenter l’union des deux hommes, trop différents d’origine et d’itinéraire intellectuel et moral. Maurras ne daignera pas s’intéresser à un projet d’union nationale des combattants, que Valois, mobilisé en 1914 puis grièvement blessé à Verdun et rendu à la vie civile en mars 1916, lui soumettra, à des fins d’édification patriotique. Et, en mars 1920, c’est sans l’appui du chef de l’Action française qu’il mettra sur pied sa « *Confédération de l’Intelligence et de la Production française* », association ouverte à la fois aux employeurs, aux syndicalistes et aux

3. Cette enquête donnera lieu à un livre publié par la Librairie Nationale en 1914.
4. Cf son article du 25 août 1908, dans la *Revue critique des idées et des livres*.
5. Cf ses articles à la *Revue critique des idées et des livres*, entre 1906 et 1914.

Bulletin d'abonnement à RIVAROL

NOM :
Prénom :
Courrier électronique :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Pays :
Formule d'abonnement (cochez la formule choisie) :
☐ Trois mois : 40 €
☐ Six mois : 70 €
☐ Un an : 125 €
☐ Deux ans : 215 €
☐ Soutien 1 an : 175 €
☐ Propagande 1 an : 210 €
☐ A vie : 2 000 € (3 000 € avec l'abonnement à vie à *Ecrits de Paris*)
☐ Un an pour personnes en grande difficulté : 100 €
☐ Numérique : 80 € (150 € pour un abonnement papier et numérique)
☐ Prélèvement mensuel : 12 € par mois (15 € pour un abonnement à *Ecrits de Paris* en plus de celui de RIVAROL)
IBAN et BIC pour les abonnements par prélèvement mensuel.
Paiement possible par Paypal depuis le site : **rivarol.com**
ou par virement bancaire sur notre compte à la Banque postale :
IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048
BIC : PSSTFR PPPAR

1. Ces dernières étaient alors payantes, et onéreuses.
2. Qui sont cousins, et non frères. Georges (1856-1948), juriste, économiste et historien est le frère aîné du philosophe catholique Maurice Blondel (1861-1949). André (1863-1938), polytechnicien, est ingénieur et physicien.

hommes de lettres, et visant à poser les fondements d’une organisation corporative de toute la vie économique et intellectuelle de la nation. Une tentative qui rencontrera peu d’échos et tournera court. Valois lancera, en 1923, une *Union française des Corporations (UFC)*, sans plus de succès.

Valois ne se sent plus en phase avec l’Action française, à supposer qu’il l’ait réellement été auparavant. Il en déplore d’ailleurs la pusillanimité et l’essoufflement. S’il accepte d’en être un des candidats à Paris, lors des législatives de mai 1924⁽⁶⁾, il s’en éloigne vite.

Avec l’aide d’amis puissants, tels Eugène Mathon, président du syndicat des fabricants de Roubaix-Tourcoing, Franz van den Bruck d’Obrenan, Serge André et Antoine Cazeneuve, il fonde son propre quotidien, *Le Nouveau Siècle*, dont le premier numéro sort le 26 février 1925. Il dispose d’une équipe d’hommes de valeur : Hubert Bourgin, historien, publiciste, grand intellectuel de la droite nationale, Philippe Barrès, Jacques Roujon, Eugène Marsan, Henri Massis, René Benjamin, Jérôme et Jean Tharaud, et Georges Suarez. Il confie le poste de rédacteur en chef à Jacques Arthuys, de quinze ans et demi son cadet, avocat et valeureux combattant de 1914-1918⁽⁷⁾.

Cette initiative provoqua l’ire de Maurras. *Le Nouveau Siècle* concurrençait *L’Action française*, et ce au moment où celle-ci connaissait de sérieuses difficultés financières. D’autre part, Valois écrivait le mouvement maurrassien. Finalement, Valois quitta ce dernier le 11 octobre 1925.

LA BRÈVE AVENTURE DU FAISCEAU

Un mois plus tard, le 11 novembre, il fondait sa propre formation politique, le *Faisceau*.

Valois s’est, en effet, découvert, depuis 1922, un nouveau modèle politique, le fascisme italien, beaucoup plus en accord avec son corporatisme et sa volonté de synthèse du nationalisme et du socialisme. Son mouvement imite le *Fascio* mussolinien. Les militants du Faisceau portent une chemise et un col bleu horizon, une cravate également bleue, un complet veston bleu foncé, un chapeau mou gris clair orné d’un ruban noir, et une canne. Le parti a aussi son emblème : deux faisceaux de licteurs entrecroisés et enserrant chacun une hache, dont la lame émerge d’eux, le tout dans un cercle. Au plan de l’organisation, il se compose de quatre structures (les Faisceaux des Combattants, des Corporations, des Jeunes, et le Faisceau civique⁽⁸⁾) et est présidé par Valois⁽⁹⁾.

Celui-ci expose sa doctrine dans, trois ouvrages, *L’Économie nouvelle* et *La Révolution nationale* (1924) et *Le Fascisme* (1927)⁽¹⁰⁾. Dans ce dernier livre, il donne cette définition du fascisme : « *Une conception totale de la vie nationale et sociale, parce que créant un État en qui se résument tous les intérêts de la nation, il défend dans un*

seul mouvement et avec le même sentiment, l’intérêt national, l’intérêt de la production et l’intérêt ouvrier ». Il conçoit donc le fascisme comme un nationalisme social. Et, également comme un l’instrument d’une défense de la France vis-à-vis de l’étranger prédateur. À l’esprit de Valois, la France est, comme l’Italie, une représentante de la civilisation latine héritière de l’Empire romain, civilisation composée de pays naturellement favorisés par la nature⁽¹¹⁾, et donc potentiellement menacés par les peuples germaniques et slaves enclins à convoiter leurs richesses. Elle doit donc, comme l’Italie vient de le faire en 1922, se doter d’un régime fort, autoritaire. Faisant peu de cas des composantes celte, alsacienne, catalane et basque de la nation française, Valois considère la France comme sœur de l’Italie, et se pose en défenseur de la latinité et du catholicisme.



Condamnant la démocratie parlementaire, il souhaite l’avènement d’un Chef de l’État élu au suffrage universel direct disposant de tous les pouvoirs, législatif et exécutif en tout premier lieu, et gouvernant avec ses ministres et l’aide de conseillers, choisis au sein du *Faisceau* en raison de leur capacité, de leur loyauté et de leur dévouement au bien public. Un organe législatif élu par les représentants des familles, des syndicats d’employeurs et de sala-

riés et des anciens combattants, et élargi à des spécialistes choisis pour leur compétence, mais qui ne prévaudra pas sur le pouvoir législatif du Chef, aura pour rôle de préciser, d’affiner et de rédiger ses projets de lois plutôt que de les contester. La politique sociale incomberait essentiellement aux syndicats et corporations des employeurs et des salariés, que Valois conçoit comme indépendants de la tutelle de l’État, ce qui fait une nette différence d’avec le système corporatif étatique que Mussolini instaurera en 1926.

Valois reste très imprécis sur les moyens de parvenir au pouvoir, sur le degré d’autoritarisme du régime, et sur le mode de désignation du candidat à présenter comme Chef de l’État aux électeurs.

Les débuts du Faisceau semblent tout à fait prometteurs. Dès les premiers temps, nombre d’hommes d’affaires et d’intellectuels se rallient à lui et lui apportent leur concours. Un mois après son lancement, le parti compte déjà 5000 adhérents ; en avril 1926, un rapport de police en dénombre en tout 15 127. En dehors de Paris, le grand point fort du Faisceau semble être, sans qu’on en connaisse la raison, le département de l’Aisne, avec plus de 1130 adhérents (localisés surtout à Château-Thierry, Soissons et Saint-Quentin). Le Faisceau gagnera, à la même époque, la région bordelaise, avec environ 2000 adhérents. Au début de 1927, le nombre d’adhérents s’élève à environ 27 000.

Mais, assez vite, le mouvement s’essouffle. Il ne parvient pas à se constituer une base sociale privilégiée. Ses membres appartiennent aux catégories les plus disparates des classes moyennes (petits fonctionnaires, employés, petits cadres, petits chefs ou gérants d’entreprises). Les ouvriers ne viennent pas au Faisceau, en dépit des efforts de rapprochement de Valois avec les communistes. Quant aux dirigeants économiques, ils n’adhèrent pas au Faisceau et ne le subventionnent que de la Bordelais : les grands exploitants agricoles, les négociants et les armateurs, surtout, viennent au parti valoisien et entraînent à leur suite la bourgeoisie protestante. Mais il s’agit là d’une exception locale.

Les réunions du Faisceau attirent du monde, notamment à Paris, à Reims, dans l’Aisne et le Bordelais.

Très vite, deux éléments vont briser son élan.

En premier lieu, la politique économique et financière de Raymond Poincaré. Par deux fois, l’ancien chef de l’État, redevenu président du Conseil, sauve le franc, qui se dépréciait constamment sur le marché

11. Valois écrit : « *L’oranger fleurit sur les rives de la Méditerranée, il ne fleurit pas au bord de la Baltique ni dans les plaines de la Sprée. C’est la raison pour laquelle les peuples du nord tendent infailliblement à envahir les territoires du midi* » (*La Révolution nationale*, NLN, 1924, p.143).

des changes : c’est le « *Verdun financier* » de mars-avril 1924, puis le sauvetage du franc de 1926-1928, qui aboutit à la loi du 25 juillet 1928, laquelle consacre la dévaluation de notre monnaie, mais en stabilise le cours. Rassurés, les milieux d’affaires, les classes moyennes supérieures et l’opinion publique reprennent confiance dans les ministères de la République, et ceux de leurs membres, qui avaient été séduits par le Faisceau s’en détournent.

En second lieu, Valois commet l’erreur stratégique de tenter un rapprochement avec les communistes de base, dont il sous-estime la profondeur de l’engagement marxiste, et en lesquels il ne voit que de « *bons Français* » patriotes poussés au bolchevisme par la révolte contre des conditions d’existence difficiles. Cette option sera infructueuse : le seul ralliement notable d’un communiste au Faisceau sera celui de Marcel Delagrange, maire de Périgueux, en février 1926. Et elle aura pour conséquence de détourner définitivement de lui ses bailleurs de fonds, dont François Coty, richissime homme d’affaires, patron de presse et prince mondial de la parfumerie.

Beaucoup d’adhérents au Faisceau, membres des classes moyennes, d’esprit barrésien, conservateurs, très hostiles aux communistes, les imitent et abandonnent Valois. Ils suivent Marcel Bucard, qui se rallie à Coty.

Diminué, divisé, l’autorité de son chef ébranlée, le Faisceau s’achemine sur sa fin. Le 1^{er} avril 1928, paraît le dernier numéro du *Nouveau Siècle*.

L’ISOLEMENT ET L’IMPUISSANCE

Le 10 juin, Valois annonce la création d’un *parti républicain syndicaliste*.

Créé avec le fidèle Jacques Arthuys et quinze autres collaborateurs, ce parti se propose la recherche d’une troisième voie entre le socialisme et le libéralisme, tout en refusant la dictature fasciste, ce qui l’apparente à des mouvances aussi diverses que le *courant personnaliste* chrétien, formé autour d’Arnaud Dandieu, Emmanuel Mounier, et la revue *Esprit*, le groupe *Ordre nouveau*, d’Alexandre Marc, et surtout la *Jeune Droite* de Jean de Fabrègues, Jean-Pierre Maxence et Thierry Maulnier, et le groupe *X-Crise*, de Jean Coutrot, Jean Nicolétis et André Loizillon.

Ce nouveau parti restera confidentiel. Meilleur publiciste que chef politique, Valois s’efforce de faire connaître ses nouvelles idées par un livre, *Un nouvel âge de l’Humanité*, publié par sa propre maison d’éditions en 1929. Valois s’y montre sensible à la mainmise de l’économie sur la politique et de la technocratie sur l’économie. Ce n’est pas nouveau chez lui, comme l’attestent certains de ses livres antérieurs : *L’économie nouvelle* (1919), *D’un siècle à*

l’autre (1924) ou *L’État, les finances et la monnaie* (1925). Afin d’éviter une totale domination de la technique et de l’économie, il préconise la constitution d’une classe de techniciens chargés d’encadrer la vie économique du pays, à la tête de grands organismes d’État pourvoyeurs de capitaux, des terrains, des locaux et du matériel. Il annonce ainsi *L’ère des organisateurs* (1941) de l’Américain James Burnham, ou encore *Le nouvel État industriel* de J.K. Galbraith. Curieuse manière, en vérité, de conjurer le risque d’une domination de la technocratie économique, en faisant d’elle une affaire d’État, donc en la consacrant. Ce faisant, Valois renouait implicitement avec l’idéal politique et social du saint-simonisme au XIX^e siècle.

Valois tente de sortir de son isolement. Il sollicite son adhésion à la SFIO en octobre 1935, mais voit sa demande rejetée. Il lance une revue *Les Cahiers bleus* (1932), devenue *Nouvel Âge* en 1934.

Désormais antifasciste, il préconise, dans *Guerre ou révolution* (1931), un système économique coopératiste fondé sur la libre association des producteurs et des consommateurs. Dans *Guerre ou Blocus économique* (1939), il propose le blocus de l’Allemagne nazie et de l’Italie fasciste afin de les contraindre à renoncer à leurs projets belliqueux.

DE LA RÉSISTANCE À LA DÉPORTATION

Après la défaite de 1940, Valois, après avoir manifesté des sentiments vichystes, se retire au Val d’Ardières, dans le Rhône, et prend contact avec la résistance, notamment l’OCM.

Arrêté par la Gestapo le 18 mai 1944, il sera déporté à Neuengamme, puis à Bergen-Belsen, où il mourra du typhus le 18 février 1945.

Georges Valois a été un personnage sincère, honnête mais déroutant. Représente-t-il vraiment la droite nationale ? On peut en douter. Au fond, il existe un fonds commun à toutes ses aventures politiques : l’idéal d’une organisation économique et sociale de la nation sous la direction du pouvoir politique. C’était celui des saint-simoniens de la première moitié du XIX^e siècle. Quant à l’idéal coopératiste de sa dernière période, il se présente comme une resucée du proudhonisme. Valois a su reconnaître la prééminence du fait national, mais est demeuré intellectuellement prisonnier du matérialisme de son économisme et de ses références héritées de sa jeunesse anarchiste et de ses lectures des René Quinton, Jules Soury, Georges Vacher de Lapouge, ce qui a donné une tonalité vieillotte à ses idées et a privé son nationalisme de la dimension spirituelle propre à séduire nos compatriotes.

Paul-André DELORME.

DES TRACTS RIVAROLIENS À COMMANDER ET À DISTRIBUER MASSIVEMENT

HEBDOMADAIRE

RIVAROL

"Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'exister"

Le journal le plus radical vendu en kiosques

C'est de la nitroglycérine !

70 ans

SUIVEZ-NOUS SUR : **odysee**

HTTPS://ODYSEE.COM/RIVAROL6

RIVAROL

"Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'exister"

JE M'ABONNE

Par courrier en remplissant le formulaire ci-dessous avec un chèque que j'envoie à l'adresse suivante :

RIVAROL, 19 Av. d'Italie, 75013 PARIS

Nom _____

Prénom _____

Courriel _____

Adresse _____

CP _____

Ville _____

Pays _____

Pour une durée de : ☐ 3 MOIS 40€ ☐ 6 MOIS 70€ ☐ 1 AN 125€

Abonnement de ☐ 1 AN 175€

Et plus sur notre site

Par virement bancaire sur notre compte à la Banque postale (IBAN : FR33 3004 0000 0304 0302 0000 0400 SIC : 000376 RIVAROL)

Paiement sécurisé SSL

PayPal

rivarol.com

faire connaître un organe de presse d’opposition radicale et frontale au Système.

Vous pouvez nous commander ces tracts rivaroliens, sobres et techniquement bien faits, à Editions des Tuileries (19 avenue d’Italie, 75013 Paris) en nous envoyant un chèque (à l’ordre des Editions des Tuileries) ou,

si vous préférez, sur notre site rivarol.com en réglant par Paypal, carte bancaire ou virement. Il faut cliquer sur l’onglet intitulé TRACTS et situé en haut et tout à droite de la page accueil de notre site rivarol.com.

Les tarifs dégressifs de ces tracts rivaroliens sont les suivants :

7 euros franco les 100 tracts,
30 euros franco les 500,
50 euros franco les 1000,
300 euros franco les 10 000.

Bonne distribution ! Haut les cœurs ! Et merci mille fois à tous de votre aide, de votre soutien, de votre générosité, de votre dévouement sans lesquels l’hebdomadaire de l’opposition nationale et européenne ne paraîtrait déjà plus depuis longtemps.

Nouvelles de l'EHPAD France



par
Hannibal

Une que je plains, c'est Sylvie Le Minez. La pauvre chatte s'occupe des études démographiques et sociales à l'INSEE. Auparavant, elle bossait au ministère de la santé, elle a signé ou cosigné une vingtaine d'articles dans diverses revues et tient à son statut de chercheur sérieux. Pas facile quand on est chargé comme elle depuis deux ans de faire croire aux curieux de chiffres que la pandémie de Covid-19 a une grosse incidence sur la mortalité en France. C'est un truc à faire tourner en eau un cabécou oublié quarante siècles dans une pyramide. La pauvre chérie a beau se contorsionner dans tous les sens et choisir avec le plus d'imagination possible ses points de comparaison, en prenant soin de préciser que les données d'aujourd'hui ne sont pas définitives, la plus belle fille du monde ne peut donner que ce qu'elle a : il y a eu moins de morts en France en 2021 qu'en 2020. Point. Toutes causes de décès confondues.

On sait qu'il y a eu ces dernières années entre 613 000 et 660 000 décès sur le territoire français, avec une augmentation dite "naturelle" d'environ six mille unités chaque année, si rien ne se passe, ni épidémie, ni catastrophe, etc, augmentation due à l'arrivée des Baby-Boomers « à terme », si l'on peut se permettre l'expression. Or, d'après l'article paru le 28 janvier sur le site officiel de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4923977>), les décès recensés en France et transmis par les mairies ont été moins nombreux en 2021 qu'en 2020 : moins 8 852, soit moins 1,3 %. Par rapport à 2019, année avant Covid, il y a en revanche une augmentation, qui est de 7,6 %, comparable à l'augmentation mesurée entre 2015 et 2014, toutes deux années sans covid.

Si l'on regarde les choses du point de vue de la géographie, seul l'outre-mer a été vraiment touché, neuf départements sur dix n'ayant pas sensiblement varié depuis 2019, et donc sensiblement régressé par rapport à 2020. Si on regarde les choses en fonction de l'époque de l'année, on voit que l'été est un moment calme, et qu'il n'y a eu que deux vrais pics : fin mars-début avril 2020 et octobre-novembre 2020. En conclusion, le covid a bien existé, c'est une pandémie, puisqu'il se retrouve partout dans le monde, mais elle n'a pas eu d'incidence directe importante sur la mortalité : ses effets nocifs doivent être mis sur le compte des politiques publiques, tant la réduction des moyens de l'hôpital (cas graves mal traités) que le confinement, qui a désorganisé la prévention d'autres maladies et les opérations qu'elles nécessitent. Quant à la mortalité proprement due au COVID, pourra-t-on la calculer un jour, avec les comorbidités : la question est : meurt-on avec le covid ou meurt-on du covid ? Et quand peut-on dire qu'on meurt du covid avec certitude ? Enfin, comme il est très difficile de savoir combien il y a d'infectés avec les différents variants, étant donné aussi le peu de fiabilité des tests d'une part et la grande proportion de cas asymptomatiques de l'autre, on se demande comment avoir la moindre idée de la létalité du virus.

Cela dit, chapeau à Sylvie Le Minez, car tableaux, graphiques et commentaires sont exposés de manière à noyer le poisson : vous ne verrez nulle part, par exemple, un papier comparant les années civiles 2019, 2020, 2021, dans leur ensemble, avec le détail des décès recensés, des décès attendus (en fonction de l'augmentation naturelle), de la surmortalité nette et de la surmortalité brute. Quoi qu'il en soit, j'attendais ces chiffres pour en être sûr : on peut maintenant l'affirmer, la propagande autour du covid est un mensonge de l'État, des États, des institutions internationales et supranationales, bref, un mensonge systémique afin d'entendre ce que les colonisés nomment contrôle social, c'est-à-dire la domination politique globale du système mondialiste. L'INSEE le prouve, le covid est bien l'une des armes les plus utilisées depuis deux ans par la révolution arc-en-ciel. Les déclarations de Véran sur la



(Dessin de Chard)

fin de la pandémie, celles de Delfraissy sur la nécessité de parler sans masque et sur le vaccin qui est « un peu un médicament », la venue sur le marché de médicaments divers, et la levée enfin des contraintes un peu partout en Europe donnent à penser que d'autres belles histoires de la révolution arc-en-ciel vont bientôt succéder à la fable covidienne et nous être racontées à la veillée.

A propos de mortalité et de *baby-boomers*, ça déménage sec dans les EHPAD de France. Des enquêtes sensationnelles menées dans certaines de ces maisons de retraite indiquent qu'elles sont un mélange de mouir et de chambre de torture, le tout payé au prix d'un cinq étoiles pour les familles. Après le livre *Les Fossoyeurs* de Victor Castanet sur les Ehpads du groupe Orpea, le tintamarre est général, un peu comme après l'affaire Weinstein, c'est à qui témoignera d'un parent qui... On jette les vieux comme des sacs de linge sale sur leurs lits, on ne les change pas quand ils s'oublient, pour faire des économies de couches, on laisse selles et urines croupir sous les lits, etc. Résultat, c'est la Bérézina pour le titre d'Orpea en bourse : c'était le "leader" de la maison de retraite médicalisée dans le monde, il a perdu la moitié de sa valeur. Les petits porteurs, petits vieux en puissance, qui jusqu'ici se faisaient des milles et des cent avec cet investissement, n'auront plus l'argent nécessaire pour se payer une place dans un EHPAD le moment venu ! La publicité financière était pourtant formelle. Un placement sans risque, 6 % et des poussières par an ! Autre chose que le livret A ! C'est quand même caractéristique : pour une fois qu'il y avait une *success story* en France, et parfaitement sûre, il suffisait de regarder la pyramide des âges pour réguler le développement et l'amortissement des maisons en fonction de la démographie, eh bien, la rapacité des conseils d'administration a tué la poule aux œufs d'or. L'or gris se termine en fiasco. Fiasco médical, fiasco financier, fiasco moral. Avec cela, les familles pleurnichent et redécouvrent qu'il est moins cher et plus efficace de garder ses parents chez soi. Ben oui, mon vieux, tu découvres la lune. Si ce fiasco peut enrayer l'inhumanité croissante de l'humanité, on s'en félicitera.

Tout cela est dans l'ordre des choses. L'actualité européenne, on le sait depuis le film *Intouchable*, consiste à suivre ce que deviennent les vieux autochtones malades en attendant d'être remplacés par de jeunes Bernard l'Hermite bien portants. Ainsi, vous vous demandez sûrement ce qu'a pu bien raconter Ursula Von der Leyen (la mauvaise Ursula) dans les textos qu'elle envoyait à Albert Bourla, le PDG de Pfizer, avant de commander au nom de la commission européenne qu'elle préside des centaines de millions de doses de vaccin. Cela pourrait intéresser le pékin moyen, mais elle assure que les textos passent sous les radars des règlements sur la transparence, qui datent

de 2001, avant l'invention du SMS. Autre question : vous aimeriez savoir comme moi s'il est à la fois conforme aux droits de l'homme, à l'éthique médicale et au bon sens qu'un patient de Boston, aux États-Unis, hospitalisé depuis le mois de novembre dernier pour une greffe du cœur, ait été privé de celle-ci parce qu'il n'est pas vacciné contre le covid ? Enfin, vous vous demanderez si l'élection présidentielle italienne, avec ses innombrables tours et détours, comme jadis chez nous sous la quatrième, est bien sérieuse. L'acteur de cinéma pornographique Rocco Sifredi fait une campagne qu'il veut divertissante pour se présenter. Est-il plus ou moins sérieux que Philippe Poutou, Jean-Luc Mélenchon ou Yannick Jadot ? En tout cas, il semble tout aussi qualifié que Benjamin Grivaux, et sa réflexion politique ne paraît pas inférieure à celle de Christian Estrosi.

L'un des signes sûrs du déclin est la frivolité des controverses, qu'elles soient infantiles ou séniles, c'est la même chose. Celle des prénoms ne l'était pas tant que cela. C'est vrai qu'un prénom est un marqueur de conformité à la société où l'on s'invite. Le jour où l'on baptisera un Mohamed Giscard d'Estaing ou une Hapsatou Le Pen sera un petit pas pour les familles mais un grand pas pour le Grand Remplacement. (Remarquez, il semble qu'il y ait déjà une/un Iago Le Pen, transgenre et transpèce politique zemmouro-mariniste, en la personne de Marion Maréchal, qui vient d'avouer pencher pour l'Olivier de Numidie. On va voir comment Jean-Marie va pouvoir mettre un peu d'ordre dans la famille. Sauf que la question familiale est peut-être plus compliquée qu'on ne le croit. En prenant le seul nom de son père nourricier, Marion s'est éloigné des Le Pen pour se rapprocher de son père biologique : c'est-à-dire de la communauté commune à Zemmour, Bolloré, Knafo, etc. Ici à RIVAROL nous reprochons à Marine Le Pen son absurde politique de dédiablesation, ses lacunes doctrinales, son manque de sens moral sur les questions de société, voire une certaine hostilité au catholicisme. Mais est-ce bien ce qu'on lui reproche ailleurs ?)

Fin de cette interminable parenthèse. La question du changement de patronyme est encore plus importante que celle du prénom. Après nous être posé la question, de quoi Hapsatou est-elle le prénom, il nous faut nous demander : de quoi le changement de patronyme est-il le nom ? Réponse, immédiate : d'un petit pas tactique dans les grandes manœuvres de la révolution arc-en-ciel. Le texte "court" que vient de voter la chambre des députés a pour objet apparent de permettre à tout Français « une fois dans sa vie » de changer de nom pour adopter celui de sa mère. Il est présenté comme une « loi de liberté » qui « permettra de faire cesser des souffrances, d'apaiser des familles » en donnant l'occasion à un enfant qui s'est senti lésé par son père de prendre celui de sa mère. Les journaux ont publié de nombreux témoignages de malheureux qui souffraient de porter le nom de

quelqu'un qu'ils considéraient comme un monstre. Mais bien sûr, en prétendant régler quelques centaines de cas (la demande n'a de sens qu'en cas d'agression grave du père, en un mot d'inceste), on fait porter le soupçon sur « le patriarcat », et l'on brouille encore plus l'identité, la filiation, déjà atteintes par la PMA et la GPA. C'est, comme l'a dit un député, le début d'un « état civil à la carte », bref, un peu plus de désordre et une attaque contre la famille. Si l'on suit les débats et les propositions de loi de ces derniers mois, cela s'inscrit dans une série de textes dits "sociétaux" et d'inspiration dite "libérale", comme l'allongement du délai légal de l'avortement : en somme, des coups de bélier de la révolution arc-en-ciel contre ce qui subsiste de société française.

Le suicide français n'existe pas, mais le suicide de l'État est une réalité capitale de l'histoire contemporaine. Il fait partie de la stratégie systématique de la trahison de la nation par l'État. La monarchie avait fait la France par l'histoire à partir de la géographie et de la génétique, la république la défait, mais ce qui subsistait de l'État royal demeurait un obstacle au délitement de la France au profit de la révolution mondialiste. L'État a donc entrepris de se défaire lui-même, de toutes les façons, abandons de souveraineté devant l'Europe, avilissement de la fonction présidentielle par les présidents successifs, abandon des fonctions régaliennes, et enfin, après une phase de gonflement pathologique (nationalisation des chemins de fer, des charbonnages, du gaz, de l'électricité, du téléphone, etc.) bradage ou suicide des fleurons ainsi constitués. Le dernier en date de ces forfaits, qui tient de la piraterie et de la plus vile démagogie, est l'affaire EDF. C'était une superbe et puissante affaire, en pointe un peu partout dans le monde. La gauche écologicomane, aux ordres des multinationales du pétrole et des fantaisies de l'éolien, sous direction allemande, a peu à peu fait perdre à la France son excellence. Aujourd'hui le marché qu'on prétend libre est en fait dirigé par des normes imbéciles et force EDF à vendre à vil prix son énergie nucléaire à... des revendeurs ! Et, pour couronner le tout, l'État, qui détient encore, si je ne m'abuse, 84 % du capital de l'entreprise l'oblige, en ce moment de forte hausse des prix, à vendre l'énergie qu'elle produit à un prix sans rapport avec la valeur, simplement pour que ces revendeurs puissent ne pas imputer une hausse des tarifs trop forte, en période électorale. En d'autres termes, alors que les nigauds ne cessent de hurler à l'hyper libéralisme, un État socialiste et démagogique ruine l'entreprise qu'il a héritée de ses lointains prédécesseurs pour assurer un bref moment de paix sociale et faire bien voter le badaud.

Le jeune homme qui veut être réélu à la tête de l'EHPAD France s'est décidé de caresser les anciens que nous sommes dans le sens du poil. Voilà tout juste cinq ans, candidat des gauches modernes, il dénonçait en Algérie le « crime contre l'humanité » qu'aurait constitué selon lui la colonisation française. Aujourd'hui, candidat des droites modérées, il espère grappiller chez Le Pen et Zemmour, et il estime "impardonnable" les massacres de la rue d'Isly à Alger et de juillet 1962 à Oran. Kolossale finesse ! Je ne crois pas qu'il y ait un seul Pied-Noir, même centenaire, même Alzheimer au dernier degré, pour se laisser prendre à cet air de pipeau : le gracieux Manu se prend pour Orphée, ce n'est même pas Orpée. Mais cela signifie une chose : que toute cette campagne se joue sur des apparences, en essayant de draguer l'extrême droite israélienne. C'est une campagne CNews. Une campagne Goldnadel-Rioufol. Et en même temps, si l'on gratte un peu plus, le faux équilibre qui prétend réconcilier l'ensemble des nouveaux habitants de la France est une nouvelle attaque contre l'État : ici, la Cinquième République gaulliste, comme hier la Monarchie de Juillet, la Troisième et la Quatrième Républiques. Et à travers tous ces régimes, la cible, c'est la France coupable, la France historique, la France blanche. Emmanuel Macron pratique le wokisme d'État au profit de la révolution arc-en-ciel.